

# JOURNAL OFFICIEL

La présente édition  
ne contient pas  
les publications  
contenant des données  
personnelles protégées.  
Dès lors, seule  
la version officielle  
sur papier fait foi.

JAA 2800 Delémont – 36<sup>e</sup> année – N° 36 – Mercredi 8 octobre 2014

Le « Journal officiel de la République et Canton du Jura » paraît chaque semaine, le mercredi. Terme de la remise des publications: le lundi à 12 heures. Ce délai peut être avancé si la date de parution est jour férié. Abonnement: 70 francs par an. Vente au numéro: Fr. 1.80. Editeur: Pressor SA, Centre d'impression et d'arts graphiques, Delémont, tél. 032 421 19 19, fax 032 421 19 00. Compte de chèques postaux 12-874158-4.

Tarif des insertions: Fr. 1.55 le mm, sur deux colonnes à la page (une colonne: 85 mm de large). Une publication ne peut être retirée que par une personne compétente; si la composition est terminée, elle est facturée. Les ordres de retrait ne peuvent être donnés que jusqu'au mardi, à 8 h 30. **Adresse postale pour l'envoi des publications:** « Journal officiel de la République et Canton du Jura », case postale 553, 2800 Delémont 1. **Courriel:** [journalofficiel@pressor.ch](mailto:journalofficiel@pressor.ch)

## Publications des autorités cantonales

République et Canton du Jura

### Ordre du jour de la session du Parlement du mercredi 29 octobre 2014, à 8 h 30, à l'Hôtel du Parlement à Delémont

1. Communications
2. Questions orales
3. Motion interne N° 118  
Adaptation des indemnités de déplacement suite  
aux fusions de communes. Didier Spies (UDC)

#### Département de l'Environnement et de l'Équipement

4. Postulat N° 343  
Aménagement d'un giratoire à l'entrée nord-est  
de Delémont, suite. Stéphane Brosy (PLR)
5. Motion N° 1098  
H18 – Tunnel de La Roche. Jean-Daniel Tschan  
(PCSI)
6. Motion N° 1099  
Halte aux dégâts causés par le blaireau. Frédéric  
Juillerat (UDC)
7. Postulat N° 344  
Arrêt de la centrale de Mühleberg: quel coût pour  
le Jura? Jean-Michel Steiger (VERTS)
8. Interpellation N° 830  
Bureaux de poste dans le canton du Jura: pas de  
réorganisation, vraiment? Loïc Dobler (PS)

#### Département de la Santé, des Affaires sociales, du Personnel et des Communes

9. Rapport d'activité 2013 de l'Hôpital du Jura
10. Interpellation N° 827  
Conséquences des mesures d'économie envisa-  
gées par le Canton sur les communes et la po-  
pulation. André Parrat (CS-POP)

#### Département des Finances, de la Justice et de la Police

11. Interpellation N° 828  
Report de charges de la part de la Confédération:  
accepter et se taire? Loïc Dobler (PS)

12. Interpellation N° 829  
Des plaques jurassiennes pour Moutier. Gilles  
Pierre (PS)

#### Département de la Formation, de la Culture et des Sports

13. Arrêté de subvention en faveur de la Fondation  
Jules Thurmann

#### Département de l'Économie et de la Coopération

14. Modification du décret d'organisation du Gouver-  
nement et de l'administration cantonale (Réorga-  
nisation du Service de l'économie et du Service  
des arts et métiers et du travail) (première lecture)

Delémont, le 3 octobre 2014

Le président: Gabriel Willemin  
Le secrétaire: Jean-Baptiste Maître

République et Canton du Jura

### Procès-verbal N° 75 de la séance du Parlement du mercredi 1<sup>er</sup> octobre 2014

Lieu: Hôtel du Parlement à Delémont

Présidence: Gabriel Willemin (PDC), président

Scrutateurs: Jacques-André Aubry (PDC) et Clovis  
Brahier (PS)

Secrétariat: Jean-Baptiste Maître, secrétaire du Parle-  
ment

Excusés: Jean Bourquard (PS), André Burri (PDC),  
Marc Cattin (PCSI), Maëlle Courtet-Willemin (PDC),  
Loïc Dobler (PS), Maria Lorenzo-Fleury (PS), Frédéric  
Lovis (PCSI), Gérald Membrez (PCSI), Giuseppe Natale  
(CS-POP), Christophe Schaffter (CS-POP) et Thomas  
Stettler (UDC)

Suppléants: Diego Moni Bidin (PS), Anne Froidevaux  
(PDC), Quentin Haas (PCSI), Aude Zuber (PDC), Valérie  
Bourquin (PS), Josiane Daepf (PS), Gabriel Friche  
(PCSI), Sandrine Fleury (PCSI), Jean-Pierre Kohler  
(CS-POP), Jean-Pierre Petignat (CS-POP) et Didier  
Spies (UDC)

(La séance est ouverte à 8h30 en présence de 60 dépu-  
tés et de l'observateur de Moutier.)

#### 1. Communications

#### 2. Promesse solennelle de deux suppléants

Valérie Bourquin (PS) et Vincent Eschmann (PDC)  
font la promesse solennelle.

**3. Questions orales**

- Vincent Wermeille (PCSI): Eventualité d'une caisse maladie publique cantonale? (satisfait)
- Jean-Pierre Petignat (CS-POP): Recherche d'apprenti laborantin et projet de privatisation du Laboratoire cantonal (satisfait)
- Frédéric Juillerat (UDC): Opportunité d'une démarche en vue de créer une caisse publique cantonale? (partiellement satisfait)
- Jean-Louis Berberat (PDC): Doublement de la ligne CFF Bâle-Delémont-Bienne (satisfait)
- Carlo Caronni (PS): Difficultés rencontrées par l'entreprise Cartier et projet d'implantation dans le Jura (satisfait)
- Alain Bohlinger (PLR): Programme d'économie OPTI-MA et effets sur les communes (partiellement satisfait)
- Gabriel Friche (PCSI): Réfection de la route Courrendlin-Vicques (satisfait)
- André Parrat (CS-POP): Répercussions du programme OPTI-MA sur les citoyens et le personnel (non satisfait)
- Didier Spies (UDC): Informations fiscales et salariales demandées aux parents par les crèches (partiellement satisfait)
- Yves Gigon (PDC): Respect du budget 2014 du personnel et OPTI-MA (partiellement satisfait)
- Murielle Macchi-Berdat (PS): Pétition du PDC Jura pour le soutien à l'EuroAirport relayée par le porte-parole du Gouvernement (partiellement satisfaite)

**4. Election d'un membre de la commission de la santé et des affaires sociales**

Francis Charmillot (PS) est élu tacitement membre de la commission.

**5. Election du président de la commission de la santé et des affaires sociales**Résultat du scrutin:

- Bulletins délivrés: 59
- Bulletins rentrés: 59
- Bulletins blancs: 11
- Bulletins nuls: 5
- Bulletins valables: 43
- Majorité absolue: 22

Francis Charmillot (PS) est élu par 35 voix; 8 voix éparses.

**Département de l'Environnement et de l'Équipement****6. Arrêté octroyant un crédit d'engagement pour la réfection du pont Saint-Jean Népomucène à Saint-Ursanne, commune de Clos du Doubs**

L'entrée en matière n'est pas combattue.

Tous les articles, ainsi que le titre et le préambule, sont adoptés sans discussion.

Au vote, l'arrêté est accepté par 56 députés.

**7. Motion N° 1096****Défricher la forêt pour construire?**

Jean-Pierre Mischler (UDC)

Développement par l'auteur.

Le Gouvernement propose de rejeter la motion.

Plusieurs groupes proposent la transformation de la motion en postulat, ce que le motionnaire accepte.

Au vote, le postulat N° 1096a est accepté par 48 voix contre 4.

**8. Motion N° 1103****Application de la LAT et de l'OAT révisées: mise en place de directives**

Claude Schlächter (PS)

Développement par l'auteur.

Le Gouvernement propose de rejeter la motion.

Au vote, la motion N° 1103 est acceptée par 38 voix contre 14.

**9. Postulat N° 343****Aménagement d'un giratoire à l'entrée nord-est de Delémont, suite**

Stéphane Brosy (PLR)

(Renvoyé à la prochaine séance.)

**10. Question écrite N° 2669****Quel avenir, selon le Canton, pour la «Villa Müller» et l'Ancien couvent des capucins sis au cœur de Delémont?**

André Parrat (CS-POP)

L'auteur est partiellement satisfait de la réponse du Gouvernement.

**11. Question écrite N° 2670****Quid du projet de percement d'un nouveau tunnel à La Roche?**

Marie-Françoise Chenal (PDC)

L'auteure est partiellement satisfaite de la réponse du Gouvernement.

Vincent Wermeille (PCSI) demande l'ouverture de la discussion, ce que plus de douze députés acceptent.

**12. Question écrite N° 2672****Quid de la procédure de simplification pour les installations solaires?**

Yves Gigon (PDC)

L'auteur est partiellement satisfait de la réponse du Gouvernement.

**Département de la Formation, de la Culture et des Sports****13. Motion N° 1097****Loi sur l'école obligatoire: mise à jour des sanctions disciplinaires**

Didier Spies (UDC)

Développement par l'auteur.

Le Gouvernement propose de transformer la motion en postulat, ce que le motionnaire accepte.

Au vote, le postulat N° 1097a est accepté par 52 voix contre 1.

**14. Question écrite N° 2667****Des éclaircissements sur l'utilisation du fonds d'utilité publique**

Alain Lachat (PLR)

L'auteur est partiellement satisfait de la réponse du Gouvernement.

**Département de la Santé, des Affaires sociales, du Personnel et des Communes****15. Loi portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés d'Etat et des enseignants (deuxième lecture)**

Au vote, en deuxième lecture, la loi est adoptée par 49 députés.

**16. Modification de la loi sur l'action sociale (Réforme de l'organisation et de la gouvernance des Services sociaux régionaux) (deuxième lecture)**

Au vote, en deuxième lecture, la modification de la loi est adoptée par 54 députés.

**17. Modification du décret concernant les institutions sociales (Réforme de l'organisation et de la gouvernance des Services sociaux régionaux) (deuxième lecture)**

Au vote, en deuxième lecture, la modification du décret est adoptée par 53 députés.

**18. Modification du décret sur la répartition des dépenses de l'action sociale (deuxième lecture)**

Au vote, en deuxième lecture, la modification du décret est adoptée par 54 députés.

- 19. Question écrite N° 2668**  
**Finances publiques et fusions de communes**  
**Jean-Daniel Tschan (PCSI)**  
 L'auteur est satisfait de la réponse du Gouvernement.
- 20. Question écrite N° 2671**  
**Déclaration d'intention entre Jura et Neuchâtel: qui sera le suivant?**  
**Jacques-André Aubry (PDC)**  
 L'auteur est partiellement satisfait de la réponse du Gouvernement.
- 21. Question écrite N° 2673**  
**Aire d'accueil des gens du voyage étrangers et suisses: même traitement?**  
**Yves Gigon (PDC)**  
 L'auteur est satisfait de la réponse du Gouvernement.
- 22. Question écrite N° 2674**  
**Tiques: les personnes fréquentant les forêts jurassiennes en danger?**  
**Loïc Dobler (PS)**  
 L'auteur est satisfait de la réponse du Gouvernement.
- Département des Finances, de la Justice et de la Police**
- 23. Rapport 2013 de la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura**  
 Au vote, le rapport est accepté par 53 députés.
- 24. Rapport 2013 du Tribunal cantonal**  
 Au vote, le rapport est accepté par 57 députés.
- 25. Postulat N° 342**  
**Situation financière des élus: choisir la transparence pour éviter la critique**  
**Alain Lachat (PLR)**  
 Développement par l'auteur.  
 Le Gouvernement propose d'accepter le postulat.  
 Au vote, le postulat N° 342 est rejeté par 31 voix contre 24.
- 26. Résolution N° 156**  
**Résolution sur l'EuroAirport Bâle-Mulhouse-Fribourg**  
**Dominique Thiévent (PDC)**  
 Développement par l'auteur.  
 Au vote, la résolution N° 156 est adoptée par 56 députés.
- 27. Résolution N° 157**  
**Défiscalisation des amendes: une possibilité inacceptable!**  
**Jämes Frein (PS)**  
 Développement par l'auteur.  
 Au vote, la résolution N° 157 est acceptée par 33 voix contre 12.

Les procès-verbaux N°s 73 et 74 sont acceptés tacitement.

La séance est levée à 13.20 heures.

Delémont, le 2 octobre 2014

Le président: Gabriel Willemin

Le secrétaire: Jean-Baptiste Maître

Dernier délai pour la remise des publications:

**jusqu'au lundi 12 heures**

République et Canton du Jura

## Loi

### **portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants du 1<sup>er</sup> octobre 2014** (deuxième lecture)

Le Parlement de la République et Canton du Jura, vu la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat<sup>1</sup>,

arrête:

#### I.

La loi d'incompatibilité du 29 avril 1982<sup>2</sup> est modifiée comme il suit:

#### **Article premier** (nouvelle teneur)

**Article premier** La présente loi s'applique aux membres des autorités, aux employés de l'Etat et aux magistrats de la République et Canton du Jura, ainsi qu'au personnel des établissements autonomes.

#### **Article 4** (Abrogé.)

#### **Article 7, alinéa 1** (nouvelle teneur)

**Art. 7**<sup>1</sup> Les ministres et le personnel de l'administration cantonale ne peuvent exercer aucune fonction judiciaire. Demeure réservé l'engagement d'un greffier en qualité de juge.

#### II.

La loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura (LOP) du 9 décembre 1998<sup>3</sup> est modifiée comme il suit:

#### **Article 40, alinéa 1** (nouvelle teneur)

**Art. 40**<sup>1</sup> Le Gouvernement assiste aux séances du Parlement et rapporte sur tous les objets qu'il lui soumet ou sur lesquels il est requis de donner son avis. Cette même faculté appartient à chacun de ses membres. La présence d'employés de l'administration cantonale dans la salle des débats est autorisée lorsqu'elle est souhaitée par un ministre.

#### III.

La loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978<sup>4</sup> est modifiée comme il suit:

#### **Article 5, alinéa 3** (nouvelle teneur)

<sup>3</sup> Sous réserve des dispositions spéciales, en particulier de la législation relative au personnel, il engage les employés de l'Etat ainsi que toute personne chargée d'une fonction publique cantonale.

#### **Article 11** (nouvelle teneur)

**Art. 11** Sous réserve de l'article 10 de la présente loi, le Gouvernement peut, par voie d'ordonnance, déléguer aux départements, à la Chancellerie, à des services ou offices subordonnés et à certains employés de l'administration cantonale, la compétence de prendre des décisions et autres mesures administratives et celle de conclure des contrats.

#### **Article 18, lettre g** (nouvelle teneur)

**Art. 18** Le président accomplit en particulier les tâches suivantes:

g) il représente le Gouvernement dans le Canton et à l'extérieur de celui-ci; il peut être secondé dans cette tâche par les autres membres du Gouvernement, par le chancelier et des employés de l'administration cantonale.

**IV.**

Le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990<sup>5</sup> est modifié comme il suit:

**Article 4, alinéa 2** (nouvelle teneur)

<sup>2</sup> Des employés de l'administration cantonale et des experts peuvent être, au besoin, invités à assister aux séances, avec voix consultative.

**Titre de la section 11 du Chapitre IX** (nouvelle teneur)**Section 11: Service des ressources humaines****Article 147** (nouvelle teneur)

**Art. 147** Le Service des ressources humaines est responsable de la mise en œuvre de la politique du personnel de l'Etat.

**Article 148** (nouvelle teneur)

**Art. 148** Le Service des ressources humaines a les attributions suivantes:

- a) conseil et suivi des collaborateurs;
- b) gestion des ressources humaines: gestion prévisionnelle du personnel, inventaire des postes, recrutement du personnel, gestion des performances, développement des compétences, gestion de l'évolution professionnelle, rémunération et évaluation des fonctions, personnalisation des conditions de travail, mesures de santé et sécurité au travail, gestion du réseau interne;
- c) traitement et versement des salaires, gestion des assurances sociales et des contrats collectifs d'assurance en cas de maladie et d'accidents, exercice du droit récursoire de l'Etat en matière de paiement de traitements en cas d'accidents;
- d) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative au personnel de l'Etat;
- e) coordination des procédures juridiques, notamment traitement des recours, des licenciements;
- f) analyses et propositions en vue de l'organisation de l'ensemble des unités administratives de l'administration cantonale, notamment lors de réorganisations, d'études de regroupement ou de collaboration;
- g) relations avec les partenaires sociaux;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

**Article 149**

(Abrogé.)

**V.**

La loi du 1<sup>er</sup> juillet 1982 instituant le Conseil scolaire<sup>6</sup> est modifiée comme il suit:

**Article 3, alinéa 4** (nouvelle teneur)

<sup>4</sup> A la demande du Conseil scolaire ou du président, et avec l'accord du ministre concerné, des employés de l'administration cantonale, des experts ou des représentants d'associations peuvent être invités aux séances, où ils siègent avec voix consultative.

**VI.**

La loi du 11 mars 1982 instituant le Conseil de la santé publique<sup>7</sup> est modifiée comme il suit:

**Article 3, alinéa 4** (nouvelle teneur)

<sup>4</sup> Avec l'accord du chef du Département de la Santé et des Affaires sociales, le Conseil peut inviter à ses séances des employés de l'administration cantonale, des experts ou des représentants d'associations, qui siègent avec voix consultative.

**VII.**

Le décret du 16 mai 2001 sur l'encouragement à la prise de la retraite anticipée<sup>8</sup> est abrogé.

**VIII.**

La loi du 31 mai 1990 concernant le statut des membres de la fonction publique exerçant un mandat de parlementaire fédéral<sup>9</sup> est abrogée.

**IX.**

La loi de procédure et de juridiction administrative et constitutionnelle du 30 novembre 1978 (Code de procédure administrative)<sup>10</sup> est modifiée comme il suit:

**Article 17, alinéa 2** (nouvelle teneur)

<sup>2</sup> Les collectivités et autres personnes publiques peuvent aussi se faire représenter et assister par des membres de leurs autorités ou organes, voire par un employé ou un fonctionnaire dûment mandaté.

**Article 50, alinéa 2** (nouvelle teneur)

<sup>2</sup> Les autorités collégiales peuvent confier cette tâche à l'un de leurs membres. Au besoin, elles peuvent en charger un service subordonné, un employé ou un fonctionnaire; les autres autorités administratives ont également cette faculté. L'organe ainsi désigné dirige la procédure jusqu'à la délibération. L'article 139 est réservé.

**Article 63, alinéa 3** (nouvelle teneur)

<sup>3</sup> Les autorités mentionnées à l'alinéa 2 procèdent elles-mêmes à l'audition ou peuvent en charger un employé ou un fonctionnaire qualifié pour cette tâche.

**Article 102, alinéa 1** (nouvelle teneur)

**Art. 102** <sup>1</sup> La décision sur opposition est préparée et prise par l'employé ou le fonctionnaire du rang le plus élevé dans le service.

**Article 139, alinéa 1** (nouvelle teneur)

**Art. 139** <sup>1</sup> Une personne ne peut prendre part à l'instruction ou au jugement d'un recours formé contre une décision à la prise de laquelle elle a participé comme autorité administrative, membre d'une telle autorité, employé ou fonctionnaire, statuant en première instance, sur opposition ou sur recours.

**Article 147, lettre a** (nouvelle teneur)

**Art. 147** L'action est ouverte dans les contestations relatives:

- a) aux prétentions découlant des rapports de service des magistrats, des employés de l'Etat et des autres agents publics;

**Article 169, lettre b** (nouvelle teneur)

**Art. 169** La Chambre des assurances de la Cour administrative connaît, sur recours ou sur action de droit administratif, des contestations relatives:

- b) aux diverses pensions et allocations octroyées par la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura et les autres institutions de prévoyance des agents publics;

**X.**

La loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000<sup>11</sup> est modifiée comme il suit:

**Article 24, alinéa 2, lettre b** (nouvelle teneur) et **lettre c** (nouvelle)

<sup>2</sup> Elle comprend cinq juges pour:

- b) statuer sur les recours formés contre les décisions de licenciement du personnel de l'Etat;
- c) statuer sur les requêtes tendant à la révocation des fonctionnaires des communes.

**Article 27, alinéa 2** (nouvelle teneur)

<sup>2</sup> Le programme général de formation du personnel de l'Etat est également ouvert aux juges, aux procureurs et aux employés de l'ordre judiciaire.



**Art.49** (nouvelle teneur)

**Art. 49** Le Gouvernement peut, sur préavis de l'autorité judiciaire concernée, autoriser les employés de l'ordre judiciaire à exercer une activité accessoire, dans la mesure où cette activité n'est pas incompatible avec l'exercice de leur fonction et ne porte pas préjudice à l'image du service public.

**Article 71**  
(Abrogé.)**XI.**

La loi du 30 juin 1983 instituant le Conseil de prud'hommes<sup>12</sup> est modifiée comme il suit:

**Article 6, alinéa 2** (nouvelle teneur)

<sup>2</sup> Ils entrent en fonction en même temps que les magistrats.

**XII.**

Le décret du 7 mai 1981 concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux<sup>13</sup> est modifié comme il suit:

**Article 11, alinéa 1** (nouvelle teneur)

**Art. 11** <sup>1</sup> Les personnes mentionnées dans le présent décret, ainsi que les remplaçants des magistrats et employés de l'ordre judiciaire, ont droit à l'indemnité kilométrique prévue pour le personnel de l'Etat.

**XIII.**

La loi du 9 novembre 1978 sur les communes<sup>14</sup> est modifiée comme il suit:

**Article 34, alinéa 7** (nouvelle teneur)

<sup>7</sup> A défaut de dispositions communales particulières, les devoirs de service sont identiques à ceux qui incombent au personnel de l'administration cantonale.

**Article 53, alinéa 2** (nouvelle teneur)

<sup>2</sup> Le département auquel est rattaché le Service des communes propose au Gouvernement les mesures provisoires qu'il y aurait lieu de prendre et charge le Service des communes, un de ses propres employés ou une personne prise en dehors de l'administration de procéder à une enquête.

**Article 99, alinéa 2** (nouvelle teneur)

<sup>2</sup> A défaut de dispositions communales, le droit cantonal régissant le statut du personnel de l'Etat s'applique par analogie.

**Article 130, alinéa 1** (nouvelle teneur)

**Art. 130** <sup>1</sup> La démission ne doit pas être donnée en temps inopportun; elle ne peut l'être que pour la fin d'une année civile.

**XIV.**

La loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978<sup>15</sup> est modifiée comme il suit:

**Article 101**  
(Abrogé.)**Article 105, alinéas 2 et 3** (nouvelle teneur)

<sup>2</sup> Les ventes aux enchères ont lieu par le ministère d'un notaire du Canton qui en dressera procès-verbal; la crie est faite par:

- a) un employé de l'office des poursuites et des faillites, s'il s'agit d'immeubles;
- b) un employé de l'office des poursuites et des faillites ou une personne qualifiée proposée par le vendeur, s'il s'agit de meubles.

<sup>3</sup> Les ventes d'objets mobiliers dont la valeur totale n'excède pas 30'000 francs peuvent être publiées suivant l'usage local; il suffit qu'elles aient lieu avec le concours d'un employé de l'office des poursuites et des faillites ou d'un employé communal.

**XV.**

Le décret du 25 avril 2001 sur le service de l'état civil<sup>16</sup> est modifié comme il suit:

**Article 6** (nouvelle teneur)

**Art. 6** Sous réserve de la législation fédérale, les rapports de service des officiers de l'état civil et des autres employés de l'office sont soumis au statut du personnel de l'Etat.

**XVI.**

L'arrêté du Parlement du 1<sup>er</sup> octobre 1981 concernant les indemnités versées aux officiers de l'état civil<sup>17</sup> est abrogé.

**XVII.**

Le décret du 6 décembre 1978 sur l'établissement d'inventaires<sup>18</sup> est modifié comme il suit:

**Article 10, alinéa 2** (nouvelle teneur)

<sup>2</sup> En cas d'urgence, un membre de la police cantonale ou de la police communale appose les scellés.

**XVIII.**

La loi du 9 novembre 1978 sur les levées topographiques et cadastrales<sup>19</sup> est modifiée comme il suit:

**Article 6** (nouvelle teneur)

**Art. 6** Pour l'abornement des limites communales, l'Etat prend à sa charge les frais de ses employés et délégués, ceux des aides techniques nécessaires et les frais d'acquisition des bornes servant à la délimitation des districts. Les autres dépenses seront supportées par les communes.

**XIX.**

Le décret du 6 décembre 1978 relatif à la mise à jour des documents cadastraux<sup>20</sup> est modifié comme il suit:

**Article 10, alinéa 2** (nouvelle teneur)

<sup>2</sup> Dès le commencement de la mise à jour continue des documents cadastraux approuvés par la Confédération, l'Etat est garant, conformément à la législation en matière de responsabilité des autorités et du personnel de l'Etat, du dommage résultant de la violation des susdites obligations par le géomètre-conservateur ou son personnel. L'Etat a dans tous les cas son recours contre le géomètre-conservateur.

**Article 47** (titre marginal et nouvelle teneur)

**Art. 47** Dans le cas où, par la suite, un acte législatif confierait la mise à jour des documents cadastraux à des employés de l'Etat, des contrats de service passés en vertu du présent décret deviendraient nuls, sans cependant que le géomètre-conservateur ait droit de ce chef à aucune indemnité de la part de l'Etat ni de la commune.

**XX.**

La loi du 11 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LiLP)<sup>21</sup> est modifiée comme il suit:

**Article 4, alinéa 2** (nouvelle teneur) **et alinéas 4 et 5** (abrogés)

<sup>2</sup> Si le substitut est lui-même empêché, le Département de la Justice désigne un remplaçant extraordinaire.

<sup>4</sup> (Abrogé.)

<sup>5</sup> (Abrogé.)

**Article 6, alinéa 2** (nouvelle teneur) **et alinéa 3** (abrogé)

<sup>2</sup> Le substitut et les autres employés des offices sont engagés conformément à la législation sur le personnel de l'Etat.

<sup>3</sup> (Abrogé.)

**Article 7** (nouvelle teneur)

**Art. 7** <sup>1</sup> Un préposé, un employé ou un membre de l'autorité de surveillance peut être récusé conformément à l'article 10 LP.

<sup>2</sup> Un préposé ou un employé ne peut conclure pour son propre compte, sous peine de nullité, une affaire touchant des créances en poursuite ou des objets à réaliser (art. 11 LP).

<sup>3</sup> Un préposé ou un employé ne peut exercer une activité accessoire qu'avec une autorisation délivrée conformément à la législation sur le personnel de l'Etat.

**Article 10** (nouvelle teneur)

**Art. 10** Les préposés et les employés sont soumis aux conditions de rémunération et de travail applicables au personnel de l'Etat.

**Article 11**  
(Abrogé.)**Article 12**  
(Abrogé.)**Article 30** (nouvelle teneur)

**Art. 30** Le préposé procède à l'enchère avec le concours d'un employé de l'office.

**XXI.**

Le décret du 11 décembre 1996 concernant les agents de poursuites<sup>22</sup> est abrogé.

**XXII.**

La loi du 9 novembre 1978 sur l'introduction du Code pénal suisse<sup>23</sup> est modifiée comme il suit:

**Article 17** (nouvelle teneur)

**Art. 17** Celui qui, sur réquisition justifiée, aura refusé d'indiquer ou aura indiqué faussement son nom, ou son domicile, à une autorité ou un agent public qui se légitimait dûment, sera puni d'une amende jusqu'à 1000 francs.

**Article 17a** (nouvelle teneur)

**Art. 17a** Celui qui ne donne pas suite aux injonctions d'un employé de police dans l'exercice de ses fonctions pour maintenir ou rétablir l'ordre ou la sécurité sur la voie ou dans les lieux publics sera puni d'une amende jusqu'à 1000 francs.

**XXIII.**

La loi du 20 décembre 1990 sur l'école obligatoire<sup>24</sup> est modifiée comme il suit:

**Article premier, alinéa 2, lettre d** (abrogée) **et alinéa 4** (nouveau)

<sup>2</sup> Elle a pour objet:

d) (Abrogée.)

<sup>4</sup> Le statut des enseignants est réglé par la législation sur le personnel de l'Etat.

**Titre cinquième** (nouvelle teneur)

Suppression des chapitres de ce titre.

**Article 89a, alinéas 1 et 2** (nouvelle teneur) **et 2<sup>bis</sup>** (nouveau)

**Art. 89a** <sup>1</sup> Lors de son engagement, l'enseignant est mis au bénéfice d'une autorisation d'enseigner valable sur le territoire cantonal pour une durée indéterminée.

<sup>2</sup> L'autorisation d'enseigner est délivrée lors de la conclusion du contrat par l'autorité d'engagement.

<sup>2bis</sup> La signature du contrat par l'autorité d'engagement vaut autorisation d'enseigner.

**Article 89b, alinéa 2** (nouvelle teneur)

<sup>2</sup> Le retrait temporaire ou définitif de l'autorisation peut être prononcé indépendamment de toute procédure pénale. Il est prononcé suite à la résiliation des

rapports de service ou à une démission, lorsque ces actes résultent d'un motif mentionné à l'alinéa 1.

**Article 118, alinéa 1, lettre a** (nouvelle teneur)

**Art. 118** <sup>1</sup> La commission d'école exerce notamment les attributions suivantes:

a) elle conduit la procédure de recrutement des enseignants et formule une proposition à l'intention de l'autorité d'engagement;

**Article 121, alinéa 2** (nouvelle teneur)

<sup>2</sup> Le directeur est un enseignant engagé par le Département, sur proposition de la commission d'école et préavis du Service de l'enseignement. La commission d'école doit préalablement mettre le poste au concours et entendre le collège des enseignants.

**Article 122, alinéas 1 et 2** (nouvelle teneur)

**Art. 122** <sup>1</sup> Le directeur est responsable du fonctionnement interne de l'école. Il en coordonne et anime l'activité. Il a qualité de supérieur hiérarchique des enseignants au sens de la législation sur le personnel de l'Etat.

<sup>2</sup> Il surveille l'activité pédagogique des remplaçants et des enseignants qui sont engagés de manière temporaire pour une année au maximum.

**Article 148, alinéa 1**

<sup>1</sup> (Abrogé.)

**XXIV.**

La loi du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>25</sup> est modifiée comme il suit:

**Article 92** (nouvelle teneur)

**Art. 92** Le directeur général et les directeurs de division du Centre jurassien d'enseignement et de formation sont soumis au statut d'employé du personnel de l'administration cantonale.

**Article 93** (nouvelle teneur)

**Art. 93** Les directeurs adjoints sont en principe des enseignants.

**Articles 94 à 98**  
(Abrogés.)**Article 99** (nouvelle teneur)

**Art. 99** Les enseignants peuvent être tenus de dispenser des cours sur les différents lieux d'enseignement du Centre jurassien d'enseignement et de formation sans contreprestation financière spéciale. Demeurent réservées des circonstances particulières.

**Article 100** (nouvelle teneur)

**Art. 100** <sup>1</sup> Lors de son engagement, l'enseignant est mis au bénéfice d'une autorisation d'enseigner valable sur le territoire cantonal pour une durée indéterminée.

<sup>2</sup> L'autorisation d'enseigner est délivrée lors de la conclusion du contrat par l'autorité d'engagement.

<sup>3</sup> La signature du contrat par l'autorité d'engagement vaut autorisation d'enseigner.

<sup>4</sup> L'autorisation d'enseigner prend fin lorsque son bénéficiaire cesse toute activité d'enseignement sur le territoire cantonal ou à l'échéance de son contrat.

<sup>5</sup> L'autorisation d'enseigner peut être retirée provisoirement ou définitivement par le Département, selon les mêmes conditions et modalités que pour les enseignants de la scolarité obligatoire.

**Articles 101 à 106**  
(Abrogés.)**Article 107, alinéa 1** (nouvelle teneur)

**Art. 107** <sup>1</sup> Les enseignants dispensent leur enseignement conformément aux plans d'études cadres, aux

programmes d'enseignement et aux instructions des directeurs de division.

**Article 108** (nouvelle teneur)

**Art. 108** Les enseignants peuvent être tenus de participer aux procédures d'évaluation et de qualification, en qualité de surveillant ou d'expert. Sauf dépassement de leur horaire global de travail, ils n'ont pas droit à une rétribution spéciale.

**Articles 109 à 111**

(Abrogés.)

**Article 113**

(Abrogé.)

**XXV.**

La loi du 10 mai 1984 sur l'enseignement privé<sup>26</sup> est modifiée comme il suit:

**Article 5, alinéa 1, lettre b** (nouvelle teneur)

**Art. 5**<sup>1</sup> L'autorisation est délivrée aux conditions suivantes:

- b) les responsables de l'école et les membres du personnel présentent les qualifications professionnelles et les qualités requises; le personnel enseignant doit être au bénéfice d'une autorisation d'enseigner délivrée par le Département, l'autorisation d'enseigner pouvant être retirée conformément aux articles 89b et 89c de la loi du 20 décembre 1990 sur l'école obligatoire;

**XXVI.**

Le décret du 6 décembre 1978 sur la conservation des monuments historiques et la protection des biens culturels<sup>27</sup> est modifié comme il suit:

**Article 3, alinéa 1** (nouvelle teneur)

**Art. 3**<sup>1</sup> Il est dressé par un employé désigné à cet effet un inventaire indicatif des bâtiments dignes de protection et des sites construits, et ce à l'usage des urbanistes et de la police des constructions.

**XXVII.**

La loi du 4 décembre 2002 sur la police cantonale<sup>28</sup> est modifiée comme il suit:

**Article 9, lettre c**

**Art. 9** Une ordonnance d'exécution donne les précisions utiles sur:

- c) (Abrogée.)

**Article 24** (nouvelle teneur)

**Art. 24** Sous réserve des présentes dispositions, les membres de la police cantonale sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat.

**Article 33**

(Abrogé.)

**XXVIII.**

Le décret du 22 décembre 1988 concernant la Commission cantonale des recours en matière d'impôts<sup>29</sup> est modifié comme il suit:

**Article 12a** (nouvelle teneur)

**Art. 12a** La Commission établit un règlement afin de fixer la procédure interne et définir les tâches de ses organes et employés dans le cadre du présent décret.

**XXIX.**

La loi du 13 décembre 2006 sur l'impôt de succession et de donation (LISD)<sup>30</sup> est modifiée comme il suit:

**Article 26, alinéa 1** (nouvelle teneur)

**Art. 26**<sup>1</sup> Toutes les autorités, tous les employés et tous les fonctionnaires du Canton et des communes, ainsi que les notaires qui pratiquent dans le Canton, sont

tenus de signaler au Service des contributions, par le Bureau des personnes morales et des autres impôts, dans les 30 jours, les cas soumis à l'impôt dont ils ont connaissance dans l'exercice de leur fonction.

**XXX.**

La loi du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT)<sup>31</sup> est modifiée comme il suit:

**Article 67, alinéa 4** (nouvelle teneur)

<sup>4</sup> Durant l'examen préalable, les propriétaires fonciers et les propriétaires des terrains adjacents peuvent être consultés par la commune, en présence d'un employé du Service de l'aménagement du territoire.

**XXXI.**

La loi du 26 octobre 1978 sur l'expropriation<sup>32</sup> est modifiée comme il suit:

**Article 55, alinéa 1** (nouvelle teneur)

**Art. 55**<sup>1</sup> Si, malgré la collaboration du conservateur du registre foncier, les intéressés ne peuvent pas s'entendre au sujet du paiement de l'indemnité, celui-ci prépare un plan de répartition en tenant compte des inscriptions au registre foncier, des titres de la procédure d'expropriation, et en appliquant par analogie la législation sur la réalisation forcée des immeubles.

**XXXII.**

La loi du 26 octobre 1978 concernant l'entretien et la correction des eaux<sup>33</sup> est modifiée comme il suit:

**Article 28** (nouvelle teneur)

**Art. 28**<sup>1</sup> Si la demande émane d'un particulier intéressé, l'Office de l'environnement entendra aussi l'autorité, le fonctionnaire ou l'employé auquel il appartiendrait de réclamer l'accomplissement de la prestation dans le cas où la demande serait fondée.

<sup>2</sup> Le cas échéant, le fonctionnaire, l'employé ou l'autorité qui adhère à la demande sera considéré comme demandeur.

<sup>3</sup> A défaut d'adhésion à la demande, le réclamant pourra poursuivre l'accomplissement de la prestation comme demandeur privé.

**Article 36, alinéa 2** (nouvelle teneur)

<sup>2</sup> Toute personne menacée ou lésée dans ses intérêts par un cours d'eau de cette espèce a le droit de proposer qu'il soit placé sous la surveillance de l'Etat. Les autorités communales, les fonctionnaires et employés de l'administration forestière et tous les fonctionnaires, employés et autorités chargés de surveiller la police des eaux sont tenus de faire cette même proposition.

**Article 39, alinéa 2** (nouvelle teneur)

<sup>2</sup> En l'absence d'un employé de l'Office de l'environnement, les autorités communales se chargeront de la direction des travaux.

**Article 44, lettre d** (nouvelle teneur)

**Art. 44** Seront pareillement punis d'une amende de 1 à 200 francs:

- d) ceux qui, en cas de danger imminent d'inondation et au mépris de l'article 39, ne se seront pas conformés aux ordres des autorités, fonctionnaires et employés publics.

**XXXIII.**

La loi du 9 novembre 1978 concernant la Chambre cantonale de conciliation<sup>34</sup> est modifiée comme il suit:

**Article 7, alinéa 2**

<sup>2</sup> (Abrogé.)

**XXXIV.**

La loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants<sup>35</sup> est modifiée comme il suit:

**Article 13, alinéa 1**

<sup>1</sup> (Abrogé)

**Article 18, alinéa 1** (nouvelle teneur)

**Art. 18** <sup>1</sup> Les autorités, employés et fonctionnaires de l'Etat et des communes sont tenus, à l'égard de la Caisse cantonale de compensation et des agences, de fournir gratuitement à titre officiel les renseignements et pièces requis, de délivrer des extraits de procès-verbaux, registres et autres actes, de même que de prêter tout autre concours juridique.

**XXXV.**

La loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale<sup>36</sup> est modifiée comme il suit:

**Article 11, alinéa 1** (nouvelle teneur)

**Art. 11** <sup>1</sup> Les membres des autorités et les employés de l'action sociale sont soumis au secret de fonction; les autres personnes chargées de tâches d'action sociale sont tenues de respecter le même devoir de discrétion.

**XXXVI.**

Le décret du 6 décembre 1978 concernant les mesures d'organisation à prendre en matière de développement de l'économie<sup>37</sup> est modifié comme il suit:

**Article 3, alinéa 2** (nouvelle teneur)

<sup>2</sup> Le Gouvernement nomme les représentants de l'Etat au sein de l'administration. Ils sont choisis, selon une proportion fixée par les statuts, parmi les employeurs et les travailleurs de l'économie jurassienne, ainsi que parmi les employés de l'administration cantonale.

**XXXVII.**

Le décret du 19 mai 2004 concernant le financement de la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale<sup>38</sup> est modifié comme il suit:

**Article 6, alinéa 1** (nouvelle teneur)

**Art. 6** <sup>1</sup> Demeurent réservées les dispositions de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat et de ses textes d'application relatives au perfectionnement professionnel et celles de la loi sur les bourses et prêts d'études.

**XXXVIII.**

La loi du 11 décembre 2002 sur la chasse et la protection de la faune sauvage (Loi sur la chasse)<sup>39</sup> est modifiée comme il suit:

**Article 57** (nouvelle teneur)

**Art. 57** La responsabilité civile des gardes et des gardes auxiliaires est régie par les dispositions de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat.

**XXXIX.**

La loi du 26 octobre 1978 sur l'exploitation des matières premières minérales (Loi sur les mines)<sup>40</sup> est modifiée comme il suit:

**Article 22, alinéa 1** (nouvelle teneur)

**Art. 22** <sup>1</sup> Les autorités, employés publics, fonctionnaires et experts sont tenus de garder le secret sur les constatations qu'ils peuvent être appelés à faire et sur les renseignements qu'ils obtiennent quant à l'activité des prospecteurs, des titulaires du permis d'exploration et des concessionnaires, si leur divulgation devait léser les intérêts légitimes de ces derniers.

**XL. Dispositions finales**

<sup>1</sup> La présente modification est soumise au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

Le président: Gabriel Willemin

Le secrétaire: Jean-Baptiste Maître

<sup>1</sup> RSJU 173.11	<sup>11</sup> RSJU 181.1	<sup>21</sup> RSJU 281.1	<sup>31</sup> RSJU 701.1
<sup>2</sup> RSJU 170.31	<sup>12</sup> RSJU 182.34	<sup>22</sup> RSJU 282.31	<sup>32</sup> RSJU 711
<sup>3</sup> RSJU 171.21	<sup>13</sup> RSJU 186.1	<sup>23</sup> RSJU 311	<sup>33</sup> RSJU 751.11
<sup>4</sup> RSJU 172.11	<sup>14</sup> RSJU 190.11	<sup>24</sup> RSJU 410.11	<sup>34</sup> RSJU 824.21
<sup>5</sup> RSJU 172.111	<sup>15</sup> RSJU 211.1	<sup>25</sup> RSJU 412.11	<sup>35</sup> RSJU 831.10
<sup>6</sup> RSJU 172.441	<sup>16</sup> RSJU 212.121	<sup>26</sup> RSJU 417.1	<sup>36</sup> RSJU 850.1
<sup>7</sup> RSJU 172.481	<sup>17</sup> RSJU 212.121.6	<sup>27</sup> RSJU 445.3	<sup>37</sup> RSJU 901.21
<sup>8</sup> RSJU 173.112.1	<sup>18</sup> RSJU 214.431	<sup>28</sup> RSJU 551.1	<sup>38</sup> RSJU 915.116
<sup>9</sup> RSJU 173.12	<sup>19</sup> RSJU 215.341	<sup>29</sup> RSJU 641.611	<sup>39</sup> RSJU 922.11
<sup>10</sup> RSJU 175.1	<sup>20</sup> RSJU 215.342.1	<sup>30</sup> RSJU 642.1	<sup>40</sup> RSJU 931.1

République et Canton du Jura

**Loi sur l'action sociale**

Modification du 1<sup>er</sup> octobre 2014 (deuxième lecture)

Le Parlement de la République et Canton du Jura

arrête:

**I.**

La loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale<sup>1</sup> est modifiée comme il suit:

**Article 49, lettre d** (nouvelle teneur)

**Art. 49** Les services sociaux régionaux ont notamment pour tâches:

d) de proposer des projets d'insertion dans le cadre des programmes définis à l'article 15;

**Article 64, lettre b** (nouvelle teneur)

**Art. 64** Le Service de l'action sociale:

b) élabore les mesures d'insertion et statue sur leur octroi, suspension ou retrait;

**II.**

<sup>1</sup> La présente modification est soumise au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

Le président: Gabriel Willemin

Le secrétaire: Jean-Baptiste Maître

<sup>1</sup> RSJU 850.1

République et Canton du Jura

**Décret concernant les institutions sociales**

Modification du 1<sup>er</sup> octobre 2014 (deuxième lecture)

Le Parlement de la République et Canton du Jura

arrête:

**I.**

Le décret du 21 novembre 2001 concernant les institutions sociales<sup>1</sup> est modifié comme il suit:

**Article 25** (nouvelle teneur)

**Art. 25** Les Services sociaux régionaux sont dotés d'un conseil de gestion et d'une direction.

**Article 26, alinéa 2** (nouvelle teneur)

<sup>2</sup> Elle a en outre les attributions suivantes:

a) elle nomme les membres du conseil de gestion;



- b) elle définit, par voie de règlement, l'organisation de la direction et ses tâches;
- c) elle nomme la direction;
- d) elle est seule compétente pour résilier, s'il y a lieu, les contrats des membres de la direction;
- e) elle désigne l'organe de contrôle;
- f) elle adopte le budget et les comptes;
- g) elle définit les options en matière de gestion institutionnelle.

**Article 27, alinéas 2 et 3 (nouvelle teneur)**

<sup>2</sup> Le Service de l'action sociale et l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte disposent chacun d'office d'un siège au conseil de gestion.

<sup>3</sup> La direction participe aux séances du conseil de gestion avec voix consultative.

**Article 28 (nouvelle teneur)**

**Art. 28** Les compétences du conseil de gestion sont les suivantes:

- a) il nomme le personnel, à l'exception de la direction;
- b) il propose le budget et présente les comptes;
- c) il arrête la description des postes;
- d) il veille à la formation continue et permanente du personnel;
- e) il élabore un règlement du personnel qu'il soumet au Département pour approbation, sur préavis de la commission de l'action sociale;
- f) il exerce toute compétence qui n'est pas expressément attribuée à un autre organe.

**Article 29 (nouvelle teneur)**

**Art. 29** La direction gère les affaires courantes des Services sociaux régionaux. Elle exerce notamment les attributions suivantes:

- a) elle veille à l'organisation et au fonctionnement des Services sociaux régionaux;
- b) elle assure la coordination des antennes et secteurs d'activités;
- c) elle prépare le budget et les comptes;
- d) elle organise la formation continue du personnel;
- e) elle établit les statistiques et rapports d'activité;
- f) elle assure la liaison avec les autres services et institutions;
- g) elle représente l'établissement auprès des tiers et engage valablement celui-ci.

**Article 30**  
(Abrogé.)

**Article 31 (nouvelle teneur)**

**Art. 31** <sup>1</sup> L'ensemble du personnel est engagé sur la base de contrats de droit administratif.

<sup>2</sup> Le statut du personnel des Services sociaux régionaux, en particulier la définition de l'étendue de ses droits et obligations, du traitement, du remboursement des dépenses, de la prévoyance professionnelle, des congés et de la durée du travail, est en principe régi de la même manière que le statut du personnel de l'Etat. La procédure de conciliation prévue par la législation sur le statut du personnel de l'Etat est également applicable.

<sup>3</sup> Lorsque des motifs objectifs liés au fonctionnement des Services sociaux régionaux le justifient, le règlement du personnel peut prévoir un régime spécial sur certains points particuliers. Le règlement définit au surplus les compétences des organes en matière de gestion du personnel.

<sup>4</sup> Le Département arrête la classification des fonctions, sur proposition de la commission chargée de la classification des fonctions de l'Etat.

**Article 32 (nouvelle teneur)**

**Art. 32** <sup>1</sup> Les employés des Services sociaux régionaux désignent, en assemblée, une commission du personnel qui les représente auprès des organes des Services sociaux régionaux.

<sup>2</sup> L'assemblée adopte un règlement portant sur le mode de désignation des membres, l'organisation et le fonctionnement de la commission.

<sup>3</sup> La commission est consultée sur les questions touchant aux conditions de travail du personnel. Elle peut également formuler des propositions de son propre chef aux organes des Services sociaux régionaux.

<sup>4</sup> La composition de la commission est portée à la connaissance de la direction et du conseil de gestion.

**II.**

Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

Le président: Gabriel Willemin  
Le secrétaire: Jean-Baptiste Maître

<sup>1</sup> RSJU 850.11

République et Canton du Jura

**Décret**  
**sur la répartition des dépenses**  
**de l'action sociale**

Modification du 1<sup>er</sup> octobre 2014 (deuxième lecture)

Le Parlement de la République et Canton du Jura  
arrête:

**I.**

Le décret du 21 novembre 2001 sur la répartition des dépenses de l'action sociale <sup>1</sup> est modifié comme il suit:

**Article premier (nouvelle teneur)**

**Article premier** Les dépenses de l'action sociale, y compris celles du service dentaire scolaire, sont réparties entre l'Etat et les communes selon les dispositions de la loi concernant la péréquation financière.

**II.**

Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

Le président: Gabriel Willemin  
Le secrétaire: Jean-Baptiste Maître

<sup>1</sup> RSJU 857.1

République et Canton du Jura

**Arrêté**  
**octroyant un crédit d'engagement**  
**pour la réfection**  
**du pont Saint-Jean Népomucène**  
**à Saint-Ursanne,**  
**commune de Clos du Doubs du 1<sup>er</sup> octobre 2014**

Le Parlement de la République et Canton du Jura,  
vu l'article 84, lettre g, de la Constitution jurassienne <sup>1</sup>,  
vu les articles 49 à 51 de la loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales <sup>2</sup>,

arrête:

**Article premier** Un crédit d'engagement de 1'548'000 francs est octroyé au Service des infrastructures.

**Art. 2** Il est destiné à couvrir les dépenses pour la réfection du pont Saint-Jean Népomucène à Saint-Ursanne.

**Art. 3** Ce montant sera adapté à l'évolution des coûts de construction (ICP) établi par la Société suisse des

entrepreneurs (SSE). L'indice de référence est celui du premier trimestre 2014.

**Art. 4** Sont inclus dans le crédit au sens de l'article premier:

- a) une subvention de l'Office fédéral de la culture à hauteur de 387'000 francs;
- b) un don de la fondation Pro Patria de 100'000 francs sur présentation du décompte final.

**Art. 5** Le montant du crédit est imputable au Service des infrastructures, rubrique budgétaire 420.5010.00. Les recettes seront comptabilisées sur le compte 420.6300.00 du Service des infrastructures.

**Art. 6** Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Le président: Gabriel Willemin  
Le secrétaire: Jean-Baptiste Maître

<sup>1</sup>RSJU 101

<sup>2</sup>RSJU 611

République et Canton du Jura

## **Ordonnance concernant la surveillance des fondations**

Modification du 24 septembre 2014

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura, arrête:

### **I.**

L'ordonnance du 4 octobre 2011 concernant la surveillance des fondations<sup>1</sup> est modifiée comme il suit:

#### **Article 6 (nouvelle teneur)**

**Art. 6** <sup>1</sup> Dans les six mois qui suivent la clôture de chaque exercice annuel, l'organe suprême des fondations soumises au contrôle restreint d'un organe de révision est tenu d'adresser à l'autorité de surveillance:

- a) les comptes annuels, composés du bilan, du compte de résultat et de l'annexe;
- b) le rapport de l'organe de révision et
- c) le procès-verbal de l'organe suprême entérinant les comptes et la gestion.

<sup>2</sup> Les comptes annuels doivent répondre aux exigences posées par le Code des obligations<sup>2</sup>.

<sup>3</sup> Les documents sont remis en deux exemplaires, dont un à l'attention du Service des contributions.

#### **Article 6a (nouveau)**

**Art. 6a** <sup>1</sup> Dans les six mois qui suivent la clôture de chaque exercice annuel, l'organe suprême des fondations soumises au contrôle ordinaire d'un organe de révision est tenu d'adresser à l'autorité de surveillance, en sus des documents mentionnés à l'article 6 de la présente ordonnance:

- a) les mentions supplémentaires dans l'annexe aux comptes annuels exigées par le Code des obligations<sup>2</sup>;
- b) le tableau des flux de trésorerie;
- c) le rapport annuel et
- d) les états financiers dressés selon une norme comptable reconnue.

<sup>2</sup> Les documents sont remis en deux exemplaires, dont un à l'attention du Service des contributions.

<sup>3</sup> Les dispositions du Code des obligations<sup>2</sup> relatives aux comptes consolidés sont réservées.

#### **Article 6b (nouveau)**

**Art. 6b** <sup>1</sup> Dans les six mois qui suivent la clôture de chaque exercice annuel, l'organe suprême des fondations dispensées de l'obligation de désigner un

organe de révision est tenu d'adresser à l'autorité de surveillance:

- a) la comptabilité des recettes et des dépenses ainsi que du patrimoine;
- b) la déclaration d'intégralité et
- c) le procès-verbal de l'organe suprême entérinant les comptes.

<sup>2</sup> Les documents sont remis en deux exemplaires, dont un à l'attention du Service des contributions.

<sup>3</sup> La fondation est tenue de respecter le principe de régularité dans l'établissement de sa comptabilité.

<sup>4</sup> L'organe suprême de la fondation dresse en tout temps un bilan intermédiaire si des raisons sérieuses laissent craindre que la fondation est surendettée ou insolvable à long terme.

#### **Article 6c (nouveau)**

**Art. 6c** <sup>1</sup> En plus des pièces qui doivent lui être transmises selon les articles 6 et suivants de la présente ordonnance, l'autorité de surveillance est en tout temps habilitée à exiger de la fondation d'autres indications, rapports et documents ou à les consulter au siège de la fondation.

<sup>2</sup> L'autorité de surveillance procède à l'apurement des comptes annuels.

<sup>3</sup> Les interventions de l'autorité de surveillance ne comportent ni approbation ni décharge en droit civil. Elles ne dispensent pas les organes de la fondation des examens auxquels ils doivent procéder et ne libèrent aucun organe de sa responsabilité.

### **II.**

La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Delémont, le 24 septembre 2014      Au nom du Gouvernement  
Le président: Charles Juillard  
Le chancelier: Jean-Christophe Kübler

<sup>1</sup>RSJU 212.223.1

<sup>2</sup>RS 220

République et Canton du Jura

## **Arrêté autorisant les Offices des poursuites et faillites à accéder en ligne aux données de l'Office des véhicules du 16 septembre 2014**

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura, vu les articles 91, alinéas 1 et 5, et 222, alinéas 1 et 5, de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite du 11 avril 1889<sup>1</sup>,

vu l'article 28 de la Convention intercantonale relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel des 8 et 9 mai 2012<sup>2</sup>,

arrête:

**Article premier** Les Offices des poursuites et faillites sont autorisés à accéder en ligne aux données de l'Office des véhicules qui leur sont régulièrement nécessaires pour l'accomplissement de leurs tâches légales.

**Art. 2** <sup>1</sup> Seuls les collaborateurs des Offices des poursuites et faillites qui ont un besoin régulier de l'accès aux données en ligne peuvent en disposer.

<sup>2</sup> Ceux-ci sont désignés nommément par les préposés des Offices des poursuites et faillites.

**Art. 3** Les dispositions de la Convention intercantonale relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE)<sup>2</sup> sont applicables pour le surplus.

**Art. 4** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2014.

Delémont, le 16 septembre 2014      Au nom du Gouvernement  
Le président: Charles Juillard  
Le chancelier: Jean-Christophe Kübler

<sup>1</sup> RS 281.1

<sup>2</sup> RSJU 170.41

République et Canton du Jura

## Arrêté

### concernant les résultats du scrutin fédéral du 28 septembre 2014

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura, vu l'article 14, alinéa 2, de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques<sup>1</sup>,

vu les procès-verbaux du scrutin fédéral du 28 septembre 2014 concernant:

- a) L'initiative populaire du 21 septembre 2011 « Stop à la TVA discriminatoire pour la restauration! »;
- b) L'initiative populaire du 23 mai 2012 « Pour une caisse publique d'assurance-maladie ».

arrête:

Article premier Les résultats du scrutin sont les suivants:

- a) Initiative populaire du 21 septembre 2011 « Stop à la TVA discriminatoire pour la restauration! »

Electeurs inscrits:	51'765
Votants:	25'390 (49.05 %)
Bulletins rentrés:	25'113
Bulletins blancs:	851
Bulletins nuls:	92
Bulletins valables:	24'170
Nombre des OUI:	8'485 (35.11 %)
Nombre des NON:	15'685 (64.89 %)

Cette initiative est refusée dans le Canton du Jura.

- b) Initiative populaire du 23 mai 2012 « Pour une caisse publique d'assurance-maladie »

Electeurs inscrits:	51'765
Votants:	25'390 (49.05 %)
Bulletins rentrés:	25'290
Bulletins blancs:	264
Bulletins nuls:	39
Bulletins valables:	24'987
Nombre des OUI:	15'735 (62.97 %)
Nombre des NON:	9'252 (37.03 %)

Cette initiative populaire est acceptée dans le Canton du Jura.

**Art. 2**<sup>1</sup> Les résultats du scrutin fédéral du 28 septembre 2014 sont communiqués à la Chancellerie fédérale.

<sup>2</sup> Les recours éventuels contre ce scrutin doivent être adressés sous pli recommandé au Gouvernement de la République et Canton du Jura, dans les trois jours qui suivent la découverte du motif de recours, mais au plus tard le troisième jour après la publication du présent arrêté au Journal officiel (article 77 de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques).

**Art. 3** Le présent arrêté est communiqué au Journal officiel pour publication.

Delémont, le 7 octobre 2014

Certifié conforme.

Le Chancelier d'Etat: Jean-Christophe Kübler

République et Canton du Jura

## Arrêté

### constatant les résultats du scrutin cantonal du 28 septembre 2014

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura, vu l'article 27, alinéa 2, de la loi du 26 octobre 1978 sur les droits politiques<sup>1</sup>,

vu les procès-verbaux du scrutin cantonal du 28 septembre 2014 concernant:

- a) La modification du 23 avril 2014 de la loi sur les droits politiques (Éligibilité des étrangers ayant l'exercice des droits civils et politiques dans les conseils communaux, à l'exception de la mairie, et à la présidence des assemblées communales)

arrête:

Article premier Les résultats du scrutin sont les suivants:

- a) Modification du 23 avril 2014 de la loi sur les droits politiques (Éligibilité des étrangers ayant l'exercice des droits civils et politiques dans les conseils communaux, à l'exception de la mairie, et à la présidence des assemblées communales)

Electeurs inscrits:	55'954
Votants:	25'893 (46.28 %)
Bulletins rentrés:	25'663
Bulletins blancs:	362
Bulletins nuls:	60
Bulletins valables:	25'241
Nombre des OUI:	13'623 (53.97 %)
Nombre des NON:	11'618 (46.03 %)

Cette modification est acceptée.

**Art. 2** Les recours éventuels contre ce scrutin doivent être adressés par pli recommandé à la Cour constitutionnelle du Tribunal cantonal, à Porrentruy, dans les dix jours qui suivent la découverte du motif du recours. Il peut encore être formé recours dans les trois jours qui suivent la publication du présent arrêté au Journal officiel, même si le délai de dix jours susmentionné est écoulé.

**Art. 3** Le présent arrêté est communiqué au Journal officiel pour publication.

Delémont, le 7 octobre 2014

Au nom du Gouvernement  
Le président: Charles Juillard  
Le chancelier: Jean-Christophe Kübler

<sup>1</sup> RSJU 161.1

République et Canton du Jura

### Extrait du procès-verbal de la séance du Gouvernement du 24 septembre 2014

Par arrêté, le Gouvernement a nommé membre de la Commission de surveillance de la vente des médicaments:

- M<sup>me</sup> Valérie Legrand-Germanier, représentante des assureurs-maladie, en remplacement de M<sup>me</sup> Marie-Luce de Siebenthal.

La période de fonction expire le 31 décembre 2015.

Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Certifié conforme.

Le chancelier d'Etat: Jean-Christophe Kübler

République et Canton du Jura

### Extrait du procès-verbal de la séance du Gouvernement du 24 septembre 2014

Par arrêté, le Gouvernement a nommé membres du groupe de travail temporaire chargé d'étudier les implications de la cantonalisation de l'imposition des personnes morales:

- M. François Froidevaux, Chef du Service des contributions, Delémont;
- M. Pierre Bersier, Economiste à la Trésorerie générale, Delémont;
- M. François Biedermann, Caissier de la municipalité de Porrentruy, Porrentruy;
- M. Emilien Gigandet, Avocat au Service des contributions, Delémont;
- M. Jean-Claude Lachat, Délégué à la promotion économique, Delémont;
- M. Romain Marchand, Chef du Service juridique, Delémont;
- M. Raphaël Schneider, Chef du Service des communes, Delémont;
- M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Willemin, Caissière de la commune de Saulcy, Saulcy.

La présidence du groupe est assumée par M. François Froidevaux.

Le secrétariat est assumé par M. Emilien Gigandet.

Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Certifié conforme.

Le chancelier d'Etat: Jean-Christophe Kübler

République et Canton du Jura

### Elections au Parlement

Par arrêté, le Gouvernement a constaté qu'à la suite de la démission de M<sup>me</sup> Agnès Veya, députée, Courfaivre,

- M<sup>me</sup> Murielle Macchi-Berdat, députée suppléante, Delémont, est élue députée du district de Delémont;
- M<sup>me</sup> Valérie Bourquin, Courrendlin, est élue députée suppléante du district de Delémont.

Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2014.

Delémont, le 30 septembre 2014

Certifié conforme.

Le chancelier d'Etat: Jean-Christophe Kübler

Département de l'Environnement et de l'Équipement

### Arrêté

#### portant approbation du plan général d'évacuation des eaux (PGEE) de la commune de Muriaux, localité de Muriaux

Le Département de l'Environnement et de l'Équipement,

vu la présentation du PGEE à la population en date du 16 novembre 2011,

vu l'approbation du PGEE par le Conseil communal du 30 novembre 2011,

vu la requête de la commune du 6 décembre 2011 tendant à l'approbation du PGEE,

vu l'article 5 de l'ordonnance fédérale du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (OEaux)<sup>1</sup>,

vu les articles 20 à 27 de l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection des eaux (OPE)<sup>2</sup>,

considérant que le PGEE (plan général d'évacuation des eaux) au sens de l'article 5 OEaux correspond au plan communal d'assainissement, au plan directeur des canalisations (PDC) et au projet général des canalisations (PGC) au sens des articles 20 ss de l'OPE; qu'il y a lieu dès lors d'appliquer à son établissement, par analogie, la procédure définie à l'article 27 OPE,

sous réserve de la future législation cantonale en la matière, actuellement en cours d'élaboration,

arrête:

**Article premier** <sup>1</sup> Le PGEE de la commune de Muriaux (localité de Muriaux) est approuvé.

<sup>2</sup> Dès son approbation, le PGEE lie les autorités de la commune et du Canton.

**Art. 2** Le PGEE comprend les rapports et plans contenus dans les dossiers et classeurs validés par l'Office de l'environnement (ENV).

**Art. 3** <sup>1</sup> Lors de l'exécution des mesures qui y sont prévues, le PGEE peut faire l'objet de modifications mineures sans nouvelle procédure d'approbation. L'ENV en est informé.

<sup>2</sup> Si le PGEE fait l'objet de modifications majeures, il y a lieu de soumettre ces dernières à l'approbation de l'ENV.

**Art. 4** <sup>1</sup> La mise à jour et/ou l'adaptation du PGEE par la commune de Muriaux doivent être réalisées en fonction de l'extension et ou modification du milieu bâti, des travaux réalisés et de l'évolution des connaissances techniques et scientifiques.

<sup>2</sup> Les mises à jour se feront en conformité avec les normes et directives du Canton et de l'Association suisse des professionnels de la protection des eaux (VSA).

<sup>3</sup> La mise à jour des cadastres des canalisations dans le périmètre des égouts publics et du cadastre des installations d'assainissement de la zone agricole se fera en continu ou au minimum chaque année. Les bases de données mises à jour seront transmises chaque année à l'ENV.

<sup>4</sup> La mise à jour du plan d'action ou de son tableau se fera en continu ou au minimum chaque année. Le plan d'action actualisé et le tableau récapitulatif seront transmis chaque année à l'ENV.

**Art. 5** <sup>1</sup> Le PGEE est contraignant pour la commune de Muriaux et le Canton.

<sup>2</sup> Le contenu du PGEE est pris en considération lors de toute étude et/ou travaux liés à l'aménagement du territoire et l'urbanisme, tels que le plan d'aménagement local, la réalisation de plans spéciaux, la délivrance d'autorisations, etc.

<sup>3</sup> Lors de l'exécution d'un projet particulièrement important par la commune de Muriaux dans le cadre du PGEE, le préavis de l'ENV peut être sollicité.

**Art. 6** <sup>1</sup> Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 26 septembre 2014

Le ministre de l'Environnement et de l'Équipement:  
Philippe Receveur

<sup>1</sup> RS 814.201

<sup>2</sup> RSJU 814.21

Dernier délai pour la remise des publications:

**jusqu'au lundi 12 heures**



Département de l'Environnement et de l'Équipement

**Arrêté  
portant approbation du plan général  
d'évacuation des eaux (PGEE)  
de la commune de Muriaux,  
localité du Peuchapatte**

Le Département de l'Environnement et de l'Équipement,

vu la présentation du PGEE à la population en date du 16 novembre 2011,

vu l'approbation du PGEE par le Conseil communal du 30 novembre 2011,

vu la requête de la commune du 6 décembre 2011 tendant à l'approbation du PGEE,

vu l'article 5 de l'ordonnance fédérale du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (OEaux)<sup>1</sup>,

vu les articles 20 à 27 de l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection des eaux (OPE)<sup>2</sup>,

considérant que le PGEE (plan général d'évacuation des eaux) au sens de l'article 5 OEaux correspond au plan communal d'assainissement, au plan directeur des canalisations (PDC) et au projet général des canalisations (PGC) au sens des articles 20 ss de l'OPE; qu'il y a lieu dès lors d'appliquer à son établissement, par analogie, la procédure définie à l'article 27 OPE,

sous réserve de la future législation cantonale en la matière, actuellement en cours d'élaboration,

arrête:

Article premier <sup>1</sup> Le PGEE de la commune de Muriaux (localité du Peuchapatte) est approuvé.

<sup>2</sup> Dès son approbation, le PGEE lie les autorités de la commune et du Canton.

Art. 2 Le PGEE comprend les rapports et plans contenus dans les dossiers et classeurs validés par l'Office de l'environnement (ENV).

Art. 3 <sup>1</sup> Lors de l'exécution des mesures qui y sont prévues, le PGEE peut faire l'objet de modifications mineures sans nouvelle procédure d'approbation. L'ENV en est informé.

<sup>2</sup> Si le PGEE fait l'objet de modifications majeures, il y a lieu de soumettre ces dernières à l'approbation de l'ENV.

Art. 4 <sup>1</sup> La mise à jour et/ou l'adaptation du PGEE par la commune de Muriaux doivent être réalisées en fonction de l'extension et ou modification du milieu bâti, des travaux réalisés et de l'évolution des connaissances techniques et scientifiques.

<sup>2</sup> Les mises à jour se feront en conformité avec les normes et directives du Canton et de l'Association suisse des professionnels de la protection des eaux (VSA).

<sup>3</sup> La mise à jour des cadastres des canalisations dans le périmètre des égouts publics et du cadastre des installations d'assainissement de la zone agricole se fera en continu ou au minimum chaque année. Les bases de données mises à jour seront transmises chaque année à l'ENV.

<sup>4</sup> La mise à jour du plan d'action ou de son tableau se fera en continu ou au minimum chaque année. Le plan d'action actualisé et le tableau récapitulatif seront transmis chaque année à l'ENV.

Art. 5 <sup>1</sup> Le PGEE est contraignant pour la commune de Muriaux et le Canton.

<sup>2</sup> Le contenu du PGEE est pris en considération lors de toute étude et/ou travaux liés à l'aménagement du territoire et l'urbanisme, tels que le plan d'aménagement

local, la réalisation de plans spéciaux, la délivrance d'autorisations, etc.

<sup>3</sup> Lors de l'exécution d'un projet particulièrement important par la commune de Muriaux dans le cadre du PGEE, le préavis de l'ENV peut être sollicité.

Art. 6 <sup>1</sup> Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 26 septembre 2014

Le ministre de l'Environnement et de l'Équipement:  
Philippe Receveur

<sup>1</sup> RS 814.201

<sup>2</sup> RSJU 814.21

Département de l'Environnement et de l'Équipement

**Arrêté  
portant approbation du plan général  
d'évacuation des eaux (PGEE)  
de la commune des Bois**

Le Département de l'Environnement et de l'Équipement,

vu la présentation du PGEE à la population en date du 4 novembre 2010,

vu l'approbation du PGEE par le Conseil communal du 14 février 2011,

vu la requête de la commune du 13 août 2014 tendant à l'approbation du PGEE,

vu l'article 5 de l'ordonnance fédérale du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (OEaux)<sup>1</sup>,

vu les articles 20 à 27 de l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection des eaux (OPE)<sup>2</sup>,

considérant que le PGEE (plan général d'évacuation des eaux) au sens de l'article 5 OEaux correspond au plan communal d'assainissement, au plan directeur des canalisations (PDC) et au projet général des canalisations (PGC) au sens des articles 20 ss de l'OPE; qu'il y a lieu dès lors d'appliquer à son établissement, par analogie, la procédure définie à l'article 27 OPE,

sous réserve de la future législation cantonale en la matière, actuellement en cours d'élaboration,

arrête:

Article premier <sup>1</sup> Le PGEE de la commune des Bois est approuvé.

<sup>2</sup> Dès son approbation, le PGEE lie les autorités de la commune et du Canton.

Art. 2 Le PGEE global comprend les rapports et plans contenus dans les dossiers et classeurs validés par l'Office de l'environnement (ENV).

Art. 3 <sup>1</sup> Lors de l'exécution des mesures qui y sont prévues, le PGEE peut faire l'objet de modifications mineures sans nouvelle procédure d'approbation. L'ENV en est informé.

<sup>2</sup> Si le PGEE fait l'objet de modifications majeures, il y a lieu de soumettre ces dernières à l'approbation de l'ENV.

Art. 4 <sup>1</sup> La mise à jour et/ou l'adaptation du PGEE par la commune des Bois doivent être réalisées en fonction de l'extension et ou modification du milieu bâti, des travaux réalisés et de l'évolution des connaissances techniques et scientifiques.

<sup>2</sup> Les mises à jour se feront en conformité avec les normes et directives du Canton et de l'Association suisse des professionnels de la protection des eaux (VSA).

<sup>3</sup> La mise à jour des cadastres des canalisations dans le périmètre des égouts publics et du cadastre des installations d'assainissement de la zone agricole se fera

en continu ou au minimum chaque année. Les bases de données mises à jour seront transmises chaque année à l'ENV.

<sup>4</sup> La mise à jour du plan d'action ou de son tableau se fera en continu ou au minimum chaque année. Le plan d'action actualisé et le tableau récapitulatif seront transmis chaque année à l'ENV.

**Art. 5** <sup>1</sup> Le PGEE est contraignant pour la commune des Bois et le Canton.

<sup>2</sup> Le contenu du PGEE est pris en considération lors de toute étude et/ou travaux liés à l'aménagement du territoire et l'urbanisme, tels que le plan d'aménagement local, la réalisation de plans spéciaux, la délivrance d'autorisations, etc.

<sup>3</sup> Lors de l'exécution d'un projet particulièrement important par la commune des Bois dans le cadre du PGEE, le préavis de l'ENV peut être sollicité.

**Art. 6** <sup>1</sup> Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 25 septembre 2014

Le ministre de l'Environnement et de l'Equipe-  
ment: Philippe Receveur

<sup>1</sup> RS 814.201

<sup>2</sup> RSJU 814.21

Département de l'Environnement et de l'Equipe-  
ment

## Arrêté

### portant approbation du plan général d'évacuation des eaux (PGEE) de la commune des Enfers

Le Département de l'Environnement et de l'Equipe-  
ment,

vu la présentation du PGEE à la population en date du  
3 novembre 2011,

vu l'approbation du PGEE par le Conseil communal du  
7 novembre 2011,

vu la requête de la commune du 26 août 2014 tendant  
à l'approbation du PGEE,

vu l'article 5 de l'ordonnance fédérale du 28 octobre  
1998 sur la protection des eaux (OEaux)<sup>1</sup>,

vu les articles 20 à 27 de l'ordonnance du 6 décembre  
1978 sur la protection des eaux (OPE)<sup>2</sup>,

considérant que le PGEE (plan général d'évacuation  
des eaux) au sens de l'article 5 OEaux correspond au  
plan communal d'assainissement, au plan directeur  
des canalisations (PDC) et au projet général des cana-  
lisations (PGC) au sens des articles 20 ss de l'OPE;  
qu'il y a lieu dès lors d'appliquer à son établissement,  
par analogie, la procédure définie à l'article 27 OPE,

sous réserve de la future législation cantonale en la  
matière, actuellement en cours d'élaboration,

arrête:

**Article premier** <sup>1</sup> Le PGEE de la commune des Enfers  
est approuvé.

<sup>2</sup> Dès son approbation, le PGEE lie les autorités de la  
commune et du Canton.

**Art. 2** Le PGEE global comprend les rapports et plans  
contenus dans les dossiers et classeurs validés par  
l'Office de l'environnement (ENV).

**Art. 3** <sup>1</sup> Lors de l'exécution des mesures qui y sont  
prévues, le PGEE peut faire l'objet de modifications  
mineures sans nouvelle procédure d'approbation.  
L'ENV en est informé.

<sup>2</sup> Si le PGEE fait l'objet de modifications majeures, il y a  
lieu de soumettre ces dernières à l'approbation de l'ENV.

**Art. 4** <sup>1</sup> La mise à jour et/ou l'adaptation du PGEE par la  
commune des Enfers doivent être réalisées en fonction  
de l'extension et ou modification du milieu bâti, des  
travaux réalisés et de l'évolution des connaissances  
techniques et scientifiques.

<sup>2</sup> Les mises à jour se feront en conformité avec les  
normes et directives du Canton et de l'Association suisse  
des professionnels de la protection des eaux (VSA).

<sup>3</sup> La mise à jour des cadastres des canalisations dans  
le périmètre des égouts publics et du cadastre des ins-  
tallations d'assainissement de la zone agricole se fera  
en continu ou au minimum chaque année. Les bases  
de données mises à jour seront transmises chaque  
année à l'ENV.

<sup>4</sup> La mise à jour du plan d'action ou de son tableau se  
fera en continu ou au minimum chaque année. Le plan  
d'action actualisé et le tableau récapitulatif seront  
transmis chaque année à l'ENV.

**Art. 5** <sup>1</sup> Le PGEE est contraignant pour la commune des  
enfes et le Canton.

<sup>2</sup> Le contenu du PGEE est pris en considération lors de  
toute étude et/ou travaux liés à l'aménagement du ter-  
ritoire et l'urbanisme, tels que le plan d'aménagement  
local, la réalisation de plans spéciaux, la délivrance  
d'autorisations, etc.

<sup>3</sup> Lors de l'exécution d'un projet particulièrement  
important par la commune des Enfers dans le cadre  
du PGEE, le préavis de l'ENV peut être sollicité.

**Art. 6** <sup>1</sup> Le présent arrêté entre en vigueur immédiate-  
ment.

Delémont, le 25 septembre 2014

Le ministre de l'Environnement et de l'Equipe-  
ment: Philippe Receveur

<sup>1</sup> RS 814.201

<sup>2</sup> RSJU 814.21

Service des infrastructures

## Restriction de circulation

### Route cantonale N° 18

#### Commune: Haute-Sorne, localité de Glovelier

Vu les dispositions légales fédérales et cantonales, le  
Service des infrastructures informe les usagers que la  
route sous-mentionnée sera fermée temporairement  
à tout trafic, comme précisé ci-après:

#### Motifs: 30<sup>e</sup> édition des courses du Tabeillon

Tronçon: **Route de la Transjurane, depuis le rond-  
point de la route de contournement jusqu'au passage  
à niveau.**

Durée: **Le dimanche 12 octobre 2014  
entre 8h00 et 17h30**

Renseignements: M. Serge Willemin, inspecteur des  
routes (tél. 032/420 60 00)

La signalisation de déviation réglementaire sera mise  
en place.

Par avance, nous remercions la population et les usa-  
gers de leur compréhension pour ces perturbations  
du trafic. Nous les prions de bien vouloir se conformer  
strictement à la signalisation routière temporaire mise  
en place ainsi qu'aux indications du personnel de la  
manifestation affecté à la sécurité du trafic.

Les oppositions à cette restriction ne peuvent être  
prises en considération en vertu de l'article 107, alinéa  
2, de l'OSR.

Delémont, le 3 septembre 2014

Service des infrastructures  
L'ingénieur cantonal: J. Ph. Chollet

## Publications des autorités communales et bourgeoises

### Basse-Allaine

**Assemblée communale extraordinaire,  
jeudi 23 octobre 2014, à 20 h,  
à la salle communale de Montignez**

Ordre du jour:

1. Lecture et approbation du procès-verbal de l'assemblée communale du 27 mai 2014
2. Prendre connaissance et adopter le Plan spécial « Les Creppes », Buix.
3. Plan Spécial « La Basse- Fi », Courtemaîche
  - a) Discuter et voter un emprunt ferme de Fr. 105'000.– destiné à financer l'achat d'env. 7'000 m<sup>2</sup> de terrain à bâtir au prix de Fr. 15.– le m<sup>2</sup>, à distraire de la parcelle N° 264 sise « Do Innece » à Courtemaîche, à couvrir par voie d'emprunt, éventuellement par fonds propres, et donner compétence au Conseil communal pour contracter un emprunt et signer l'acte d'achat.
  - b) Discuter et voter l'échange de la moitié de la parcelle N° 191 (surface totale de 13'251 m<sup>2</sup>) sise « Vers la Croix » à Courtemaîche contre les parcelles communales N°s 220A, 239, 271, 319, 324 et 365 du ban de Courtemaîche, d'une surface d'environ 42'591 m<sup>2</sup>, et donner compétence au Conseil communal pour signer les actes.
4. Divers

Basse-Allaine, le 6 octobre 2014

Le Conseil communal

### Basse-Allaine / Montignez

**Election complémentaire par les urnes  
d'un-e conseiller-ère communal-e  
le 30 novembre 2014**

Les électrices et électeurs du cercle électoral de Montignez – Commune de Basse-Allaine – sont convoqués aux urnes afin de procéder à l'élection d'un conseiller-ère communal-e selon le système de la majorité relative, conformément aux dispositions du règlement sur les élections.

**Dépôt des candidatures: les actes de candidature doivent être remis au Conseil communal jusqu'au lundi 20 octobre 2014, à 18 heures.**

L'acte de candidature indique le nom, le prénom, l'année de naissance et la profession du ou de la candidat-e. Il doit porter la signature manuscrite du ou de la candidate-e et celles d'au moins cinq électeurs-trices domicilié-e-s dans le cercle électoral.

Ouverture du bureau de vote:

Lieu: salle communale de Montignez

Heures d'ouverture: dimanche 30 novembre 2014 de 10 h à 12 h.

Basse-Allaine, le 6 octobre 2014

Le Conseil communal

Dernier délai pour la remise des publications:

**jusqu'au lundi 12 heures**

### Le Bémont

**Election complémentaire par les urnes  
d'un-e conseiller-ère communal-e  
les 29 et 30 novembre 2014**

Les électrices et les électeurs de la commune du Bémont sont convoqués aux urnes pour procéder à l'élection d'un-e conseiller-ère communal-e selon le système majoritaire à deux tours, conformément aux dispositions de la loi cantonale sur les droits politiques et du règlement communal sur les élections communales.

Dépôt des candidatures: les actes de candidature doivent être remis au conseil communal jusqu'au lundi 20 octobre 2014, à 18 heures. Ils indiqueront le nom, le prénom, l'année de naissance et la profession des candidats. Les actes de candidature doivent porter la signature manuscrite du/de la candidat-e et celle d'au moins cinq électeurs(trices) domicilié-e-s dans la commune.

Ouverture du bureau de vote: samedi 29 novembre 2014, de 19 h à 20 h, et dimanche 30 novembre 2014, de 10 h à 12 h, à l'école du Bémont.

Scrutin éventuel de ballottage: 20 et 21 décembre 2014 aux mêmes heures et dans le même local.

Pour le second tour éventuel, les actes de candidature doivent être remis au conseil communal jusqu'au mercredi 3 décembre 2014, à 18 heures. Ne peuvent faire acte de candidature que les personnes qui s'étaient présentées au premier tour.

Le Bémont, le 2 octobre 2014

Le Conseil communal

### Les Bois

**Election complémentaire par les urnes  
d'un maire le 30 novembre 2014**

Les électrices et électeurs de la commune de Les Bois sont convoqués aux urnes afin de procéder à l'élection complémentaire d'un maire, selon le système majoritaire à deux tours, conformément aux dispositions de la loi cantonale sur les droits politiques et du règlement communal sur les élections.

Dépôt des candidatures: Les actes de candidatures doivent être remis au Conseil communal jusqu'au lundi 20 octobre 2014, à 18 heures. Ils indiqueront le nom, le prénom, l'année de naissance et la profession du (de la) candidat-e. Les actes de candidature doivent porter la signature manuscrite du (de la) candidat-e et celles d'au moins cinq électeurs-trices domiciliés-es dans la commune.

Ouverture du bureau de vote

Lieu: Administration communale « Fondation Gentit »

Heures d'ouverture: samedi 29 novembre 2014 de 11 heures à 12 heures et dimanche 30 novembre 2014 de 10 à 12 heures.

Scrutin de ballottage éventuel: samedi 20 décembre 2014 et dimanche 21 décembre 2014, aux mêmes heures et dans les mêmes locaux.

Pour le second tour éventuel, les actes de candidatures doivent être remis au Conseil communal jusqu'au mercredi 3 décembre 2014, à 18 heures. Ne peuvent faire acte de candidature que les personnes qui s'étaient présentées au premier tour.

Les Bois, le 8 octobre 2014

Le Conseil communal

## La Chaux-des-Breuleux

### Election complémentaire par les urnes de 2 conseillers-ères communaux/ales le 30 novembre 2014

Les électrices et électeurs de la commune de La Chaux-des-Breuleux sont convoqués aux urnes afin de procéder à l'élection complémentaire deux conseillers-ères, selon le système majoritaire à deux tours, conformément aux dispositions de la loi cantonale sur les droits politiques et du règlement communal sur les élections.

Dépôt des candidatures: Les actes de candidatures doivent être remis au Conseil communal jusqu'au lundi 20 octobre 2014, à 18 heures. Ils indiqueront le nom, le prénom, l'année de naissance et la profession du (de la) candidat-e. Les actes de candidature doivent porter la signature manuscrite du (de la) candidat-e et celles d'au moins cinq électeurs-trices domiciliés-es dans la commune.

Ouverture du bureau de vote

Lieu: Classe de l'école enfantine dans le bâtiment du bureau communal

Heures d'ouverture: dimanche 30 novembre 2014 de 10 h à 12 h.

Scrutin de ballottage éventuel: dimanche 21 décembre 2014, aux mêmes heures et dans le même local.

Pour le second tour éventuel, les actes de candidatures doivent être remis au Conseil communal jusqu'au mercredi 3 décembre 2014, à 18 h. Ne peuvent faire acte de candidature que les personnes qui s'étaient présentées au premier tour.

La Chaux-des-Breuleux, le 8 octobre 2014

Le Conseil communal

## Cœuve

### Assemblée communale extraordinaire, 15 octobre 2014 à 20 h, à la halle polyvalente

Ordre du jour:

1. Information sur un projet touristique au Mont de Cœuve.
2. Sous réserve de l'obtention du permis de construire, octroi d'un droit de superficie sur la parcelle N° 3356 du ban de Cœuve d'une superficie de 12'500 m<sup>2</sup> à Monsieur Christophe Tallat pour un montant annuel de Fr. 4'200.-.

Cœuve, le 2 octobre 2014

Le Conseil communal

## Cœuve

### Election complémentaire par les urnes d'un-e conseiller/ère communal-e le 30 novembre 2014

Les électrices et électeurs de la commune de Cœuve sont convoqués aux urnes afin de procéder à l'élection complémentaire d'un-e conseiller/ère communal-e, selon le système de la majorité relative, conformément aux dispositions de la loi cantonale sur les droits politiques et du règlement communal sur les élections.

Dépôt des candidatures: Les actes de candidatures doivent être remis au Conseil communal jusqu'au lundi 20 octobre 2014, à 18 heures. Ils indiqueront le nom, le prénom, l'année de naissance et la profession du (de la) candidat-e. Les actes de candidature doivent porter la signature manuscrite d'au moins cinq élec-

teurs-trices domiciliés-es dans la commune ainsi que la mention de deux mandataires et d'un suppléant.

Ouverture du bureau de vote:

Lieu: Bâtiment communal

Heures d'ouverture: dimanche 30 novembre 2014 de 10 à 12 heures.

Cœuve, le 8 octobre 2014

Le Conseil communal

## Delémont

### Arrêtés du Conseil de Ville du 29 septembre 2014

#### Tractandum N° 18/2014

Le nouveau Règlement d'impôts est accepté.

#### Tractandum N° 19/2014

La modification du Règlement de service pour le personnel communal est acceptée.

Les documents sur la base desquels le Conseil de Ville s'est prononcé peuvent être consultés à la Chancellerie communale.

Cette décision est soumise au référendum facultatif.

#### Délai référendaire: 10 novembre 2014

Delémont, le 1<sup>er</sup> octobre 2014

Le Conseil de ville

## Delémont

### Avis de dépôt

Le Conseil de Ville a approuvé le nouveau Règlement d'impôts ainsi que la modification du Règlement de service pour le personnel communal, dans sa séance du 29 septembre 2014.

Conformément aux articles 4 et 6 du décret sur les communes du 6 décembre 1978, ces documents sont déposés publiquement à la Chancellerie communale, du 9 au 28 octobre 2014, où ils peuvent être consultés.

Les oppositions, dûment motivées et écrites, doivent parvenir à la Chancellerie communale de Delémont jusqu'au 10 novembre 2014.

Delémont, le 1<sup>er</sup> octobre 2014

Le Conseil communal

## Grandfontaine

### Election complémentaire par les urnes d'un-e président-e des assemblées communales le 30 novembre 2014

Les électrices et électeurs de la commune de Grandfontaine sont convoqués aux urnes afin de procéder à l'élection complémentaire d'un-e président-e des assemblées communales, selon le système majoritaire à deux tours, conformément aux dispositions de la loi cantonale sur les droits politiques et du règlement communal sur les élections.

Dépôt des candidatures: Les actes de candidatures doivent être remis au Conseil communal jusqu'au lundi 20 octobre 2014, à 18 heures. Ils indiqueront le nom, le prénom, l'année de naissance et la profession du (de la) candidat-e. Les actes de candidature doivent porter la signature manuscrite du (de la) candidat-e et celles d'au moins cinq électeurs-trices domiciliés-es dans la commune.

Ouverture du bureau de vote:

Lieu: Ecole primaire



Heures d'ouverture: Dimanche 30 novembre 2014 de 10 à 12 heures.

Scrutin de ballottage éventuel: Dimanche 21 décembre 2014, aux mêmes heures et dans le même local.

Pour le second tour éventuel, les actes de candidatures doivent être remis au Conseil communal jusqu'au mercredi 3 décembre 2014, à 18 heures. Ne peuvent faire acte de candidature que les personnes qui s'étaient présentées au premier tour.

Grandfontaine, le 8 octobre 2014

Le Conseil communal

## Haute-Sorne

### Dépôt public de la modification du règlement sur les élections communales

Dans sa séance du 30 septembre 2014, le Conseil général de la Commune mixte de Haute-Sorne a adopté la modification du règlement sur les élections communales.

Ce règlement est déposé publiquement au secrétariat communal durant 20 jours, dès la présente publication, où il peut être consulté.

Les éventuelles oppositions seront adressées, dûment motivées, au Secrétariat communal.

Bassecourt, le 6 octobre 2014

Le Conseil général

## Haute-Sorne

### Dépôt public du règlement concernant la gestion des déchets et le règlement tarifaire

Dans sa séance du 30 septembre 2014, le Conseil général de la Commune mixte de Haute-Sorne a adopté les règlements suivants:

- Règlement concernant la gestion des déchets;
- Règlement tarifaire concernant la gestion des déchets.

Ces règlements sont déposés publiquement au secrétariat communal durant 20 jours, dès la présente publication, où ils peuvent être consultés.

Les éventuelles oppositions seront adressées, dûment motivées, au Secrétariat communal.

Bassecourt, le 6 octobre 2014

Le Conseil général

## Haute-Sorne

### Dépôt public du règlement sur les émoluments

Dans sa séance du 30 septembre 2014, le Conseil général de la Commune mixte de Haute-Sorne a adopté le règlement sur les émoluments.

Ce règlement est déposé publiquement au secrétariat communal durant 20 jours, dès la présente publication, où il peut être consulté.

Les éventuelles oppositions seront adressées, dûment motivées, au Secrétariat communal.

Bassecourt, le 6 octobre 2014

Le Conseil général

## Porrentruy

### Décision du Conseil de ville du 25 septembre 2014

#### Tractandum N° 16

#### Approbation de la création de 0.4 poste pour la Maison de l'enfance

Les documents sur la base desquels le Conseil de ville s'est prononcé peuvent être consultés à la Chancellerie municipale. Cette décision est soumise au référendum facultatif.

Délai pour l'envoi de la demande de référendum au Conseil municipal: **jeudi 30 octobre 2014.**

Porrentruy, le 26 septembre 2014

La Chancellerie municipale

## Rossemaison

### Election complémentaire par les urnes d'un maire le 30 novembre 2014

Les électrices et électeurs de la commune de Rossemaison sont convoqués aux urnes afin de procéder à l'élection complémentaire d'un maire, selon le système majoritaire à deux tours, conformément aux dispositions de la loi cantonale sur les droits politiques et du règlement communal sur les élections.

Dépôt des candidatures: les actes de candidatures doivent être remis au Conseil communal jusqu'au lundi 20 octobre 2014 à 18 heures. Ils indiqueront le nom, le prénom, l'année de naissance et la profession du (de la) candidat-e. Les actes de candidature doivent porter la signature manuscrite du (de la) candidat-e et celles d'au moins cinq électeurs - trices domiciliés - es dans la commune.

Ouverture du bureau de vote

Rossemaison: salle du Conseil communal

Heures d'ouverture: dimanche 30 novembre 2014 de 10 - 12 heures

Scrutin de ballottage éventuel: Dimanche 21 décembre 2014 aux mêmes heures et dans les mêmes locaux.

Pour le second tour éventuel, les actes de candidatures doivent être remis au Conseil communal jusqu'au mercredi 3 décembre 2014 à 18 heures. Ne peuvent faire acte de candidature que les personnes qui s'étaient présentées au premier tour.

Rossemaison, le 8 octobre 2014

Le Conseil communal

## Saint-Brais

### Dépôt public de la mensuration officielle Lots 4 et 5

Conformément à l'article 28 de l'ordonnance fédérale sur la mensuration officielle (OMO) du 18 novembre 1992, la commune de Saint-Brais dépose publiquement du 9 octobre 2014 au 7 novembre 2014 inclusivement, en vue de son approbation par le géomètre cantonal:

- Les plans cadastraux N°s 1 à 19 de la commune de Saint-Brais;
- L'état descriptif des biens-fonds compris dans ces lots.

Les documents cadastraux peuvent être consultés à l'administration communale pendant les heures d'ouverture du bureau. Les oppositions éventuelles, faites par écrit et dûment motivées, sont à adresser jusqu'au 7 novembre 2014 inclusivement au Secrétariat communal de Saint-Brais, 2364 Saint-Brais.

Saint-Brais, le 6 octobre 2014

Le Conseil communal

## Publications des autorités administratives ecclésiastiques

### Delémont

**Assemblée extraordinaire  
de la paroisse réformée évangélique,  
dimanche 26 octobre 2014, à 11 h 15,  
au Centre réformé à Delémont**

Ordre du jour:

1. Ouverture de l'assemblée
2. Election de 2 scrutateurs
3. Engagement des pasteurs Niels John et Carole Perez
  - a) Présentation des candidats
  - b) Décision d'engagement
4. Nouvelles de la paroisse
5. Prière

Delémont, octobre 2014

Le Conseil de paroisse

## Avis de construction

### La Baroche / Asuel

Requérant: Consortium Mont-Terri, Rue de la Gare 63, 2882 Saint-Ursanne. Auteur du projet: Consortium Mont-Terri, Rue de la Gare 63, 2882 Saint-Ursanne.

Projet: sismomètre alimenté par un panneau solaire, armoire technique, clôture, sur la parcelle N° 549 (surface 290'317 m<sup>2</sup>), sise au lieu-dit «La Combe». Zone d'affectation: Agricole ZA.

Dimensions principales: longueur: 0.80 m, largeur 0.80 m, hauteur 2 m 50. Dimensions de l'armoire technique: longueur 0.75 m, largeur 0.40 m, hauteur 1 m 35.

Genre de construction: sismomètre enterré, panneau solaire sur châssis métallique.

Dérogation requise: Art. 24 LAT.

Dépôt public de la demande, avec plans, jusqu'au 7 novembre 2014 au secrétariat communal de La Baroche, 2946 Miécourt, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à cette date inclusivement.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

La Baroche, le 3 octobre 2014

Le Conseil communal

### Basse-Allaine / Courtemaîche

Requérant: Banque Raiffeisen de l'Allaine, rue de la Nods 1A, 2926 Boncourt. Auteur du projet: Architecture.aj Sàrl, rue de la Faverge 21, 2853 Courfaivre.

Projet: transformation des bâtiments N°s 50 et 50c avec l'aménagement des combles, modifications diverses à l'intérieur, accès et places de stationnement, sur les parcelles N°s 59 (surface 2495 m<sup>2</sup>) et 343 (surface 1241 m<sup>2</sup>), sises à la route Cantonale. Zone d'affectation: Centre CAa.

Dimensions principales: existantes.

Genre de construction: murs extérieurs: existants, isolation intérieure. Façades: crépissage de teinte blanc beige. Couverture: tuiles de couleur rouge.

Dépôt public de la demande, avec plans, jusqu'au 7 novembre 2014 au secrétariat communal de Basse-Allaine, 2923 Courtemaîche, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à cette date inclusivement.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Basse-Allaine, le 2 octobre 2014

Le Conseil communal

### Courgenay

Requérants: Cerf Valérie et Pierre Alain, Le Coinat 3, 2950 Courtemaury. Auteur du projet: Gabriel Jeaner, Rue du Quartier 4, 2882 Saint-Ursanne.

Projet: transformation et agrandissement de l'appartement existant en partie Sud du bâtiment N° 3, panneaux solaires thermiques, sur la parcelle N° 610 (surface 1530 m<sup>2</sup>), sise au lieu-dit «Le Coinat». Zone d'affectation: Centre CAb.

Dimensions principales: existantes.

Genre de construction: murs extérieurs: maçonnerie de pierres, briques ou ossature bois, isolation. Façades: crépissage de teinte jaune beige, bardage bois de teinte brune. Couverture: tuiles terre cuite de couleur naturelle.

Dépôt public de la demande, avec plans, jusqu'au 6 novembre 2014 au secrétariat communal de 2950 Courgenay où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à cette date inclusivement.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Courgenay, le 6 octobre 2014

Le Conseil communal

## Fontenais

Requérante: Quiquerez Solange, Route de la Fontaine 18, 2908 Grandfontaine. Auteur du projet: Quiquerez Solange et Fernand, Route de la Fontaine 18, 2908 Grandfontaine.

Projet: aménagement d'un logement supplémentaire en sous-sol, avec terrasse couverte, du bâtiment N° 132, sur la parcelle N° 282 (surface 112'199 m<sup>2</sup>), sise au lieu-dit «En Vâ Béchat». Zone d'affectation: Agricole ZA.

Dimensions principales: existantes.

Genre de construction: murs extérieurs: maçonnerie existante. Façades: crépissage. Couverture: sans changement.

Dérégation requise: Art. 24 LAT.

Dépôt public de la demande, avec plans, jusqu'au 7 novembre 2014 au secrétariat communal de Fontenais, 2902 Fontenais où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à cette date inclusivement.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Fontenais, le 29 septembre 2014

Le Conseil communal

## Haute-Sorne / Bassecourt

Requérant: Syndicat Communauté scolaire de la Haute-Sorne, Rue Champterez 16, 2854 Bassecourt. Auteur du projet: architecture.aj Sàrl, Rue de la Faverge 21, 2853 Courfaivre.

Projet: construction de pavillons scolaires préfabriqués démontables, en remplacement des containers actuels, sur la parcelle N° 789 (surface 15'872 m<sup>2</sup>), sise à la rue de Champterez N° 16. Zone de construction: Zone d'utilité publique UA.

Dimensions: longueur 37 m 52, largeur 8 m 62, hauteur totale 6 m 68.

Genre de constructions: murs extérieurs: ossature bois. Façades: lames bois et fibrociment de couleur gris naturel. Couverture: étanchéité, gravier de couleur gris. Chauffage: PAC air/eau.

Dépôt public de la demande, avec plans, jusqu'au lundi 10 novembre 2014 inclusivement, au Secrétariat communal de Haute-Sorne, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à cette date inclusivement.

Les prétentions à compensation des charges qui n'ont pas été annoncées à l'autorité communale pendant le délai d'opposition sont périmées (art. 33 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire et art. 48 du décret du permis de construire).

Haute-Sorne, le 3 octobre 2014

Le Conseil communal

## Mises au concours

**JURA**  **CH**

RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

CEJEF

DIVISION ARTISANALE

ÉCOLE PROFESSIONNELLE  
ARTISANALE



A la suite de la diminution d'activité du titulaire, la division artisanale du CEJEF met au concours le poste suivant:

### Enseignant-e de branches professionnelles pour les apprenti-e-s carreleur-euse-s (5 périodes hebdomadaires, soit environ 20%)

#### Exigences pour le poste:

- CFC de carreleur-euse complété par une formation supérieure dans le domaine
- Expérience professionnelle confirmée
- Excellents contacts avec les jeunes
- Formation pédagogique (peut être acquise en cours d'emploi)

**Entrée en fonction:** 1<sup>er</sup> février 2015

#### Traitement:

Classe IIIA de l'échelle des traitements des enseignants

#### Délai de postulation (avec documents usuels):

24 octobre 2014

#### Tout autre renseignement peut être obtenu auprès de:

Division artisanale, M. Jean-Bernard Feller, directeur de la division, Rue de la Jeunesse 32, 2800 Delémont, tél. 032 420 75 00, courriel: jean-bernard.feller@jura.ch

**Adresse de postulation:** Centre jurassien d'enseignement et de formation (CEJEF), Mme Nathalie Barthoulot, directrice générale, Rue du 24-Septembre 2, 2800 Delémont

**Haute Ecole Pédagogique - BEJUNE**  
Service de l'administration  
et des finances  
Chemin de la Ciblerie 45  
2503 Bienne  
saf@hep-bejune.ch



**La Haute Ecole Pédagogique- BEJUNE** cherche:

à la médiathèque:

### Un-e bibliothécaire à 40 %

#### Votre profil

- Formation complète dans le domaine de la bibliothéconomie
- Capacité de travailler de manière autonome et en équipe
- Sens de l'accueil et de l'animation
- Contact aisé avec le public

#### Nos attentes

- Diplôme de bibliothécaire (ESID, BBS, HES) ou formation équivalente
- Maîtrise des outils informatiques de gestion et du logiciel Virtua
- Aisance dans l'utilisation de ressources électroniques
- Plusieurs années d'expérience professionnelle souhaitées

**Vos tâches**

- Accueil du public, prêts, retours, renseignements, visites
- Assistance aux usagers de la médiathèque (étudiants, formateurs, chercheurs, enseignants) et formation à la recherche documentaire
- Gestion des périodiques
- Responsabilité de secteurs d'acquisition (veille, commandes)
- Catalogage, indexation, cotation
- Animation
- Participation à diverses tâches de gestion de la médiathèque et des groupes de travail

**Lieu de travail:** Bienne

**Entrée en fonction:** 1<sup>er</sup> janvier 2015

Pour ce poste, un complément d'information peut être obtenu auprès de M<sup>me</sup> Sandrine Crausaz-Chenal, responsable des médiathèques au 032 886 97 96 ou par courriel [sandrine.crausaz-chenal@hep-bejune.ch](mailto:sandrine.crausaz-chenal@hep-bejune.ch)

**Un-e secrétaire à 50 %****Vos tâches principales**

- Réalisation de travaux administratifs liés au secrétariat de la formation primaire
- Gestion partielle du guichet Intranet
- Gestion du contrôle des absences
- Traitement d'informations en lien avec une base de données

**Votre profil**

- CFC d'employé-e de commerce ou titre jugé équivalent
- Très bonnes connaissances des outils informatiques
- Maîtrise parfaite de la prise de notes et tenue de procès-verbaux
- Quelques années d'expérience professionnelle
- Excellente maîtrise de la langue française écrite et orale
- Capacité d'organisation

**La diversité des travaux (correspondance, contact avec les formateurs/trices) devrait motiver toute personne dynamique, disponible, faisant preuve d'esprit d'initiative et sachant travailler en équipe.**

**Votre futur employeur offre**

Un travail intéressant et varié au sein d'une petite équipe dynamique

**Durée de l'engagement:** indéterminée

**Lieu de travail:** Porrentruy (puis Delémont dès août 2016)

**Entrée en fonction:** de suite ou à convenir

Pour ce poste, un complément d'information peut être obtenu auprès de M. Antoine Gaggero, responsable de l'organisation de la formation au 032 886 97 10, [antoine.gaggero@hep-bejune.ch](mailto:antoine.gaggero@hep-bejune.ch)

**Procédure**

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature jusqu'au 25 octobre 2014, au Service du personnel, Chemin de la Ciblerie 45, 2503 Bienne, avec la mention «Postulation» suivie de l'indication du poste.

Dernier délai pour la remise des publications:

**jusqu'au lundi 12 heures**

**Haute Ecole Pédagogique - BEJUNE**  
**Service de l'administration**  
**et des finances**  
**Rue de la Ciblerie 45**  
**2503 Bienne**  
**[saf@hep-bejune.ch](mailto:saf@hep-bejune.ch)**



**La Haute Ecole Pédagogique - BEJUNE** cherche un-e:

**Responsable des ressources humaines**

Ce poste est rattaché au service de l'administration et des finances

**Votre profil**

- Maîtrise des concepts et outils de gestion RH
- Affinité avec le domaine de la formation
- Éthique du service publique
- Excellentes compétences relationnelles
- Force propositionnelle
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Esprit d'initiative et collaboratif

**Nos attentes**

- Titulaire d'un titre universitaire, du brevet fédéral en gestion des ressources humaines ou d'un titre jugé équivalent
- Expérience de plusieurs années dans un poste équivalent
- Capacité à travailler dans des environnements informatiques performants et évolutifs

**Vos tâches**

- Conduire le service RH et assurer le développement de ses outils
- Superviser la gestion administrative de l'ensemble du personnel de la HEP
- Assister les cadres de l'institution dans la gestion des RH
- Renouveler et mettre en œuvre la politique RH de l'institution
- Appuyer le rectorat dans les projets d'évolution en rapport avec la vision prospective RH
- Contribuer au développement d'une culture institutionnelle

**Conditions**

- Taux d'activité: 50-80 %
- Lieu de travail: Bienne
- Entrée en fonction: de suite ou date à convenir
- Cahier des charges à disposition sur notre site Internet [www.hep-bejune.ch](http://www.hep-bejune.ch)

**Procédure**

Votre dossier de candidature parviendra jusqu'au 31 octobre 2014 à M. Richard Mamie, responsable de l'administration et des finances, chemin de la Ciblerie 45 CH-2503 Bienne, avec la mention «POSTULATION RESPONSABLE RH». Pour tout complément d'information, contacter M. Richard Mamie au 032 886 99 63, [richard.mamie@hep-bejune.ch](mailto:richard.mamie@hep-bejune.ch)

## Marchés publics

**Adjudication****1. Pouvoir adjudicateur****1.1 Nom officiel et adresse du pouvoir adjudicateur**

**Service d'achat/Entité adjudicatrice:** République et Canton du Jura

**Service organisateur/Entité organisatrice:** Service de l'informatique, à l'attention de Matthieu Lachat, 109, route de Moutier, 2800 Delémont, Suisse, Téléphone: 032 420 59 00, Fax: 032 420 59 01



- 1.2 Genre de pouvoir adjudicateur**  
Canton
- 1.3 Mode de procédure choisi**  
Procédure ouverte
- 1.4 Genre de marché**  
Marché de services
- 1.5 Soumis à l'accord GATT/OMC, respectivement aux accords internationaux**  
Oui
- 2. Objet du marché**
- 2.1 Titre du projet du marché**  
Acquisition ERP
- 2.2 Catégorie de services**  
Catégorie de services CPC: [7] Traitement des données et activités apparentées
- 2.3 Vocabulaire commun des marchés publics**  
CPV: 48000000 - Logiciels et systèmes d'information
- 3. Décision d'adjudication**
- 3.1 Critères d'adjudication**  
conformément aux indications suivantes:  
Conformément aux indications du cahier des charges
- 3.2 Adjudicataire**  
**Liste des adjudicataires**  
**Indication:** Insentia  
**Nom:** Veltigroup SA, Avenue de Provence 4, 1007 Lausanne, Suisse  
**Prix:** Fr. 1'451'377.00
- 3.3 Raisons de la décision d'adjudication**  
Raisons: Offre économiquement la plus avantageuse
- 4. Autres informations**
- 4.1 Appel d'offres**  
**Publication du:** 28.08.2013  
Numéro de la publication 787549
- 4.2 Date de l'adjudication**  
**Date:** 30.09.2014
- 4.3 Nombre d'offres déposées**  
**Nombre d'offres:** 7
- 4.5 Indication des voies de recours**  
Les voies de recours sont indiquées dans la lettre de notification envoyée à tous les soumissionnaires

## Appel d'offres

### 1. Pouvoir adjudicateur

- 1.1 Nom officiel et adresse du pouvoir adjudicateur**  
**Service d'achat/Entité adjudicatrice:** République et Canton du Jura.  
**Service organisateur/Entité organisatrice:** Service de l'informatique, à l'attention de Matthieu Lachat, Route de Moutier 109, 2800 Delémont, Suisse, Téléphone: 0041324205900, Fax: 0041324205901, E-mail: [secre.sdi@jura.ch](mailto:secre.sdi@jura.ch), URL: [www.jura.ch](http://www.jura.ch)
- 1.2 Les offres sont à envoyer à l'adresse suivante**  
Selon l'adresse indiquée au point 1.1
- 1.3 Délai souhaité pour poser des questions par écrit**  
05.11.2014  
**Remarques:** L'adjudicateur n'accepte aucune question par téléphone.

- 1.4 Délai de clôture pour le dépôt des offres**  
**Date:** 01.12.2014 **Heure:** 12:00, **Délais spécifiques et exigences formelles:** Seules les offres arrivées à l'adresse du chapitre 1.2 ci-dessus, dans le délai fixé, signées, datées et complètes seront prises en considération. Les offres arrivées après le délai fixé seront exclues de l'adjudication.
- 1.5 Date de l'ouverture des offres:**  
02.12.2014, **Heure:** 14:00, **Lieu:** Delémont
- 1.6 Genre de pouvoir adjudicateur**  
Canton
- 1.7 Mode de procédure choisi**  
Procédure ouverte
- 1.8 Genre de marché**  
Marché de services
- 1.9 Soumis à l'accord GATT/OMC, respectivement aux accords internationaux**  
Oui

### 2. Objet du marché

- 2.1 Genre du marché de services**  
Autres services  
Catégorie de services CPC: [27] Autres prestations
- 2.2 Titre du projet du marché**  
Contrat «Enterprise Agreement – EA» dans le cadre du renouvellement et maintenance de la software assurance des licences Microsoft
- 2.4 Vocabulaire commun des marchés publics**  
CPV: 48000000 - Logiciels et systèmes d'information
- 2.5 Description détaillée des tâches**  
La RCJU souhaite le renouvellement et la maintenance de la Software assurance des licences Microsoft des postes de travail informatique. Cela concerne l'ensemble des départements et services de l'administration jurassienne et les entités actuelles et futures pouvant être gérées informatiquement selon des conventions.
- 2.6 Lieu de la fourniture du service**  
Service de l'informatique (SDI) à Delémont.
- 2.7 Marché divisé en lots?**  
Non
- 2.8 Des variantes sont-elles admises?**  
Non
- 2.9 Des offres partielles sont-elles admises?**  
Non
- 2.10 Délai d'exécution**  
1 mois depuis la signature du contrat  
**Remarques:** 1 mois depuis la signature du contrat

### 3. Conditions

- 3.1 Conditions générales de participation**  
Selon l'art. 34, alinéa 1 de l'Ordonnance, ne seront retenues que les offres émanant de soumissionnaires qui respectent les usages locaux et paient les charges sociales conventionnelles. Si l'appel d'offres est soumis à l'OMC, tous les soumissionnaires établis en Suisse ou dans un Etat signataire de l'accord OMC sur les marchés publics qui offre la réciprocité aux entreprises suisses peuvent participer. Dans le cas contraire, seuls les soumissionnaires établis en Suisse peuvent participer.

**3.2 Cautions/garanties**

Selon l'art. 21, alinéa 2 de la Loi cantonale sur les marchés publics.

**3.3 Conditions de paiement**

Janvier 2015

Janvier 2016

Janvier 2017

Contrat conclu sur 3 ans

**3.4 Coûts à inclure dans le prix offert**

Voir le dossier d'appel d'offres

**3.5 Communauté de soumissionnaires**

Admises selon l'art. 40 de l'Ordonnance. Tous les membres doivent respecter les conditions.

**3.6 Sous-traitance**

La sous-traitance n'est pas admise

**3.7 Critères d'aptitude**

conformément aux critères cités dans les documents

**3.8 Justificatifs requis**

conformément aux justificatifs requis dans les documents

**3.9 Critères d'adjudication :**

conformément aux critères cités dans les documents

**3.10 Conditions à l'obtention du dossier d'appel d'offres**

**Prix :** Fr. 0.00

**Conditions de paiement :** Aucun émolument de participation n'est requis

**3.11 Langues acceptées pour les offres**

Français

**3.12 Validité de l'offre**

4 mois à partir de la date limite d'envoi

**3.13 Obtention du dossier d'appel d'offres**

sous [www.simap.ch](http://www.simap.ch)

**Langues du dossier d'appel d'offres :** Français

**Autres informations pour l'obtention du dossier d'appel d'offres :** L'inscription sur [www.simap.ch](http://www.simap.ch) n'équivaut pas à une inscription officielle ou à une demande de dossier.

**4. Autres informations****4.3 Négociations**

Les négociations sur les prix, les remises de prix et les prestations sont interdites.

**4.4 Conditions régissant la procédure**

Voir dossier d'appel d'offres.

**4.5 Autres indications**

L'adjudicateur se réserve le droit d'interrompre ou d'abandonner à tout moment et sans frais la procédure de l'appel d'offres, si des autorisations lui étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus de crédit par les autorités publiques, ou pour tout autres motifs prévus par la loi cantonale sur les marchés publics (LMP) du 21 octobre 1998. L'exécution du marché sera échelonnée dans le temps, sans plan défini préalablement ni volume d'acquisition garanti par le pouvoir adjudicateur.

**4.7 Indication des voies de recours**

Selon l'art. 62 de l'Ordonnance, le présent appel d'offres peut faire l'objet d'un recours à la Chambre administrative du Tribunal cantonal dans les 10 jours à compter du lendemain de la publication.